quai 9 · nuit blanche · le pôle · SleepIn · l'Adresse Housing First Genève

2025

Rapport d'activité

première ligne

Table des matières

04 Le mot du président

05 Édito

08 Les données marquantes de 2025

11 – Zoom sur la consommation de crack au Quai 9 en 2025
14 – Les résultats de l'étude PAPU

18 Quai 9

22 – Les chiffres marquants pour 2025

26 Focus sur : les agent·e·s de médiation

28 SleepIn

34 Le Pôle de valorisation

36 - Accompagnement social et Hébergement d'urgence
40 - Travail de rue
44 - Les ateliers

46 Projet Prison

50 Nuit blanche – Fêter autrement

50 – Nightlife
53 – FOCUS – Le NIRLab : un outil innovant au service de la RDR
54 – Le dispositif Drug checking
54 – Le dispositif Conseil online
55 – Les dispositif Formations

56 L'Adresse – Housing First Genève

60 Visites, rencontres et formations

62 Conclusion et perspectives 2026

64 Comptes 2025

Le mot du président

Chères et chers partenaires, membres, collaboratrices et collaborateurs,

L'année 2025 restera une étape marquante dans l'histoire de Première ligne. Elle aura été une année d'aboutissements, de transitions et de maturation institutionnelle, illustrant pleinement le thème de ce rapport : la collaboration. Car si notre association poursuit aujourd'hui ses missions contre vents et marées, c'est avant tout grâce au travail collectif qui la porte, celui de ses équipes, bien sûr, mais aussi celui des synergies construites avec l'ensemble des partenaires.

Parmi les moments forts de l'année, l'ouverture de l'extension du Quai 9 constitue un jalon décisif. Mené en à peine plus d'un an et demi entre les premières réflexions et l'ouverture, ce projet ambitieux visait un objectif clair : offrir aux personnes qui consomment des conditions d'accueil dignes, sûres et adaptées à la consommation de crack. Cette réalisation très attendue témoigne du professionnalisme et de l'engagement des équipes, qui ont su mener ce chantier tout en assurant la continuité des prestations.

L'année a également été marquée par les 20 ans de Nuit blanche. Cet anniversaire rappelle la nécessité d'un dispositif qui a su évoluer, s'adapter et maintenir une relation de confiance avec celles et ceux qui consomment de manière récréative dans un milieu festif. Il souligne combien l'expertise de terrain et l'intelligence collective sont essentielles pour inscrire ce travail dans le temps long.

Au moment de clore ces lignes, je souhaite exprimer ma profonde gratitude à toutes celles et ceux qui font vivre Première ligne au quotidien. Votre engagement essentiel permet d'apporter des réponses ô combien nécessaires à des situations humaines souvent difficiles. Durant toutes ces années, j'ai été conscient et admiratif de la qualité de votre travail et de l'importance de votre contribution.

Ayant quitté mes fonctions de président, c'est avec émotion que je signe ce dernier mot. Servir cette association durant quatre ans aura été un honneur ainsi qu'une source énorme d'apprentissage et d'inspiration. Je pars avec la conviction profonde que Première ligne dispose des ressources humaines, professionnelles et partenariales nécessaires pour poursuivre son développement et relever les défis à venir.

Je vous adresse, à toutes et à tous, mes remerciements les plus sincères ainsi que mes vœux de succès pour la suite de cette aventure collective au service des consommateurs et consommatrices de substances.

Luca Nizzola

Édito

Voilà venu le temps du rapport d'activité, du retour sur les actions accomplies et de la projection sur les défis à venir. Un petit temps suspendu dans le tumulte du quotidien de notre association, qui ne connaîtra décidément jamais le calme.

Ce rapport reflète la richesse de nos actions, qui se sont fortement développées ces dernières années. Vous y lirez le Quai 9 agrandi, le SleepIn pérennisé, le Pôle dans toute sa diversité, Nuit blanche et ses 20 ans, la projet Prison qui s'enracine et le Housing First qui arrive, contre vents et marrées. Vous y lirez aussi nos doutes et nos limites, la difficulté du travail, plongé dans la grande précarité et ses causes multiples. Vous y devinerez également le grand professionnalisme des presque cent collègues qui forment actuellement l'association. Leur capacité d'adaptation n'est plus à démontrer, tout comme leur endurance.

Mais ce qui est parfois plus difficile à percevoir, lorsqu'on liste les actions accomplies, c'est l'écosystème dans lequel elles s'insèrent. La particularité du public accueilli, l'emplacement de nos locaux, la spécificité de nos pratiques et la dureté du travail ont parfois contribué à notre isolement. La crise du crack a également été un révélateur de notre solitude et du côté hermétique de notre fonctionnement. Nous avons donc œuvré activement pour ouvrir portes et fenêtres afin de tisser un réseau varié et solide. En effet, le principal défi de notre politique dite des quatre piliers est l'espace (et parfois la méfiance) qu'il existe entre ceux-ci. Chacun est convaincu de la nécessité des autres, tout en campant sur la certitude que sa méthode est la meilleure. La situation actuelle, dans son intense complexité, nous oblige à changer de point de vue. Elle nous force à passer de la logique du « OU » à celle du « ET ». Il ne s'agit plus de savoir si une personne est ou en soin ou en consommation, de déterminer si elle a un problème psychiatrique ou des problèmes de factures, de trancher si elle a une consommation festive ou problématique ou encore s'il faut se concentrer sur la nourriture ou le logement. Accepter les personnes dans leur entièreté et les situations vécues dans leur complexité oblige à prendre en compte l'ensemble de ces défis. Et cela, nous ne pouvons (ni ne voulons) le faire de manière isolée. C'est ainsi que nous avons mis beaucoup d'énergie à renforcer les contacts avec nos partenaires directs. La police, l'hôpital, le réseau précarité, le milieu pénitentiaire, l'hospice général, la voirie, les voisins et commerçants, sont autant d'acteurs et d'actrices qui ont une part à jouer dans l'accompagnement vers la dignité du public que nous accueillons. Pour beaucoup il s'agit d'une problématique parmi d'autres, souvent frustrante, toujours usante. C'est pour cela que c'est de notre responsabilité de faire le premier pas, de franchir le seuil des institutions, pour porter la parole des personnes que nous accueillons. Et ce qu'il y a de très enthousiasmant dans cette période turbulente est que les portes nous sont ouvertes, les discussions sont fertiles et les lignes bougent.

Merci donc à toutes et tous pour les échanges, les réflexions, les innovations et les questionnements au service de la dignité et de la sécurité de tous celles et ceux qui franchissent une des portes de notre association.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 ORGANIGRAMME

première ligne

Association genevoise de réduction des risques liés aux drogues

Assemblée Générale

Comité

Président
Luca Nizzola

Vice Présidente
Nicole Roehrich

Trésorier
Denis Thorimbert

Olivia Bessat, Sandro Cattacin
William Rappard, Héléna Revil, Frank Zobel

Support

Adjointe scientifique
Assistante administrative
Service généraux
Communication
Intendance
Nettoyage

Direction

Directeur
Thomas Herquel

Directrice administrative & RH
Coralie Wilk

Comptabilité

Mandat Externe
Plafida

quai 9

- **Espace d'accueil et de consommation**
  - Coordinateur.ice
  - Collaborateurs.tices
  - Agent·e·s de médiation

nuit blanche

- **Nightlife**
- **Online**
- **Drug Checking**
- **Formations**
  - Coordinateur.ice
  - Collaborateurs.tices
  - Équipe de terrain
  - Drug checking

le pôle

- **Ateliers**
- **Accompagnement social**
- **Travail de rue**
- **Hébergement**
- **Prison**
  - Collaborateurs.tices
  - Agent·e·s de médiation

SleepIn

- **Hébergement de nuit avec possibilité de consommation**
  - Coordinateur.ice
  - Collaborateurs.tices
  - Agent·e·s de médiation

l'Adresse

Housing First Genève

- **Hébergement durable pour personnes sans-abris**
  - Cheffes de projet

Les données marquantes de 2025

Le grand défi, lorsque l'on tente de participer à la construction d'une politique publique, est de comprendre de quoi on parle et, en l'occurrence, de qui. Chaque personne, chaque situation, est particulière et mérite une attention et un accompagnement spécifique. Mais parallèlement des tendances se dessinent qu'il s'agit de comprendre. C'est cet équilibre entre récit individuel et agrégat statistique que nous essayons de trouver, afin de rendre justice à la fois aux destins individuels et à la situation globale.

Cette étude statistique nous permet de vérifier certaines évidences (la consommation de crack a très fortement augmenté) et de casser certaines croyances (toutes les personnes qui consomment ne le font pas de manière compulsive). **Ces chiffres nous permettent également de sortir des suppositions et des idées préconçues** qui émaillent malheureusement trop souvent le débat sur les consommations de drogues illégales.



Zoom sur la consommation de crack au Quai 9 en 2025

L'explosion de la consommation de crack se confirme

Au niveau de nos chiffres de consommation, l'année 2025 marque le retour de la consommation de crack à l'intérieur du Quai 9, temporairement exclue entre mi 2023 et fin 2024.

En effet, **presque 60 %** (57 %) **de toutes les consommations au Quai 9 en 2025 sont dues à l'inhalation de la cocaïne.** Pour l'inhalation de crack, sur l'année 2025, il y a eu 42'017 consommations, par 518 personnes différentes.

En 2025, la consommation de crack au Quai 9 concerne **des proportions très proches de femmes et d'hommes.** Parmi les 111 femmes ayant fréquenté le dispositif, 88 (80 %) ont consommé du crack, représentant plus de 7 000 consommations au total ; et près de la moitié d'entre elles (n = 39) ont également basé de la cocaïne sur le site. Des résultats comparables sont observés chez les hommes : sur les 550 hommes consommateurs en 2025, 430 (78 %) ont consommé du crack au Quai 9, pour un total de 34 772 consommations, et plus d'un consommateur de crack sur deux a eu recours au basage de cocaïne au cours de l'année. **Ces données mettent en évidence des profils de consommation largement similaires selon le genre,** tant en termes de prévalence que de pratiques associées.

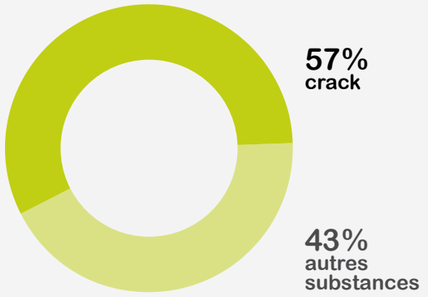
Et se répartit de manière très inégale

En 2025, il y a eu **42017 passages pour consommation de crack,** mais ces passages ne sont pas forcément réparties comme on pourrait l'imaginer. En effet, on observe une distribution asymétrique, **entre le nombre de personnes qui viennent consommer de manière occasionnelle et un petit groupe qui vient très souvent** et qui concentre l'essentiel des passages.

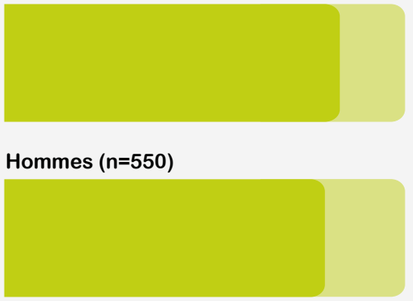
- **Deux tiers des consommateurs-trices (n = 346, soit 65,6 %) sont venus-es moins de 50 fois sur l'année,** correspondant à des venues ponctuelles ou occasionnelles, parfois espacées de plusieurs semaines. Ce groupe représente donc la majorité des personnes qui sont venues consommer du crack, mais une part relativement limitée du volume total des passages.
- À côté de cette majorité occasionnelle, **un groupe restreint mais significatif (environ 26 %, n = 130)** présente des venues régulières mais pas quotidiennes **(entre 2 et 6 fois par semaine).** Ces personnes ne constituent pas la majorité en nombre, mais leur fréquence de venue plus élevée contribue de manière importante au volume global des passages.
- À l'extrémité de la distribution se trouve **une minorité très restreinte de personnes (n = 16)** qui

Consommations au Quai 9 en 2025

Substances les plus consommées :



Consommation de crack selon le genre



viennent **consommer quotidiennement,** voire **plusieurs fois par jour.** Ces individus comptabilisent **plus de 500 passages par an ;** et parmi ces personnes, **4 dépassent les 1 000 passages annuels.** Numériquement marginales, ces personnes ont néanmoins **un poids disproportionné** dans l'utilisation du Quai 9.

La figure met en évidence une forte concentration de l'activité : **75% des personnes** (venues rares à régulières) ne représentent que **15,5% des passages,** tandis que **8% des personnes** (venues très fréquentes) concentrent **50% de l'ensemble des passages.**

Cette opposition entre les personnes venant occasionnellement et celles venant très souvent se reflète clairement dans la répartition des passages :

- **40 personnes** seulement (soit **8%** des consommateurs-trices de crack en 2025) concentrent **la moitié des 42 017 passages** de crack enregistrés sur l'année.
- Et plus frappant encore, les 16 personnes qui viennent le plus fréquemment génèrent à elles seules un quart des consommations de crack.

Cette configuration souligne que, derrière une population majoritairement occasionnelle, le fonctionnement **quotidien du Quai 9** est largement structuré par les **venues répétées d'un petit groupe** de personnes **consommant à forte fréquence.**

Regardons de plus près la répartition des consommations de crack sur un mois:

Si on prend par exemple le mois de **juin 2025, 221 personnes distinctes** ont consommé du crack au Quai 9, pour un total de **3 403 passages.**

Les consommations quotidiennes ou plusieurs fois par jour **concernent 17% (n=38)** des personnes, et **représentent plus que 50% des consommations,** indiquant la présence d'un noyau de personnes qui consomment très intensifs.

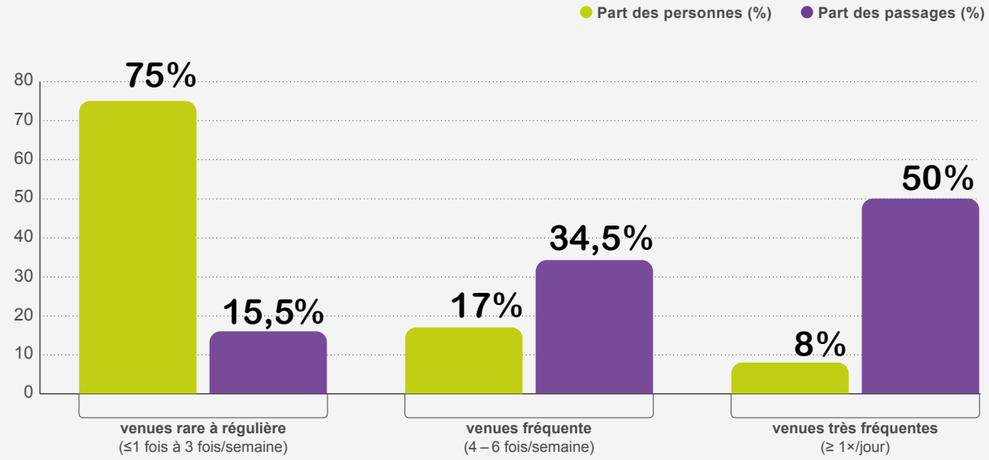
Et en prenant un autre mois (octobre 2025), on observe que **225 personnes** ont consommé du crack, pour un total de 3786 consommations. Mais on voit une légère variation au niveau des consommations très intensives avec 21% des personnes consommant du crack en octobre rentrant dans cette catégorie.

En résumé

Ce qu'on peut dire sur l'ensemble de l'année 2025, c'est que la consommation de crack se caractérise par **une majorité de personnes avec des consommations occasionnelles ou hebdomadaires,** et un noyau plus restreint d'**usagers et usagères très fréquents concentrant une part importante des passages.**

Au niveau mensuel cette tendance est aussi confirmée, avec les données pour juin et octobre montrant une architecture très similaire – majorité de consommations occasionnelles/modérées et un groupe de consommateur·trices avec des consommations très intensives. Là où cela varie c'est surtout au niveau du nombre de personnes consommant quotidiennent ou plus, avec 17% en juin versus 21% en octobre, et 8% à l'année, ce qui est compatible avec l'idée que les différences entre les mois relèvent davantage d'un renforcement ou d'une atténuation du noyau intensif que d'un changement de structure globale.

Répartition de la consommation de crack au Quai 9 sur l'année 2025



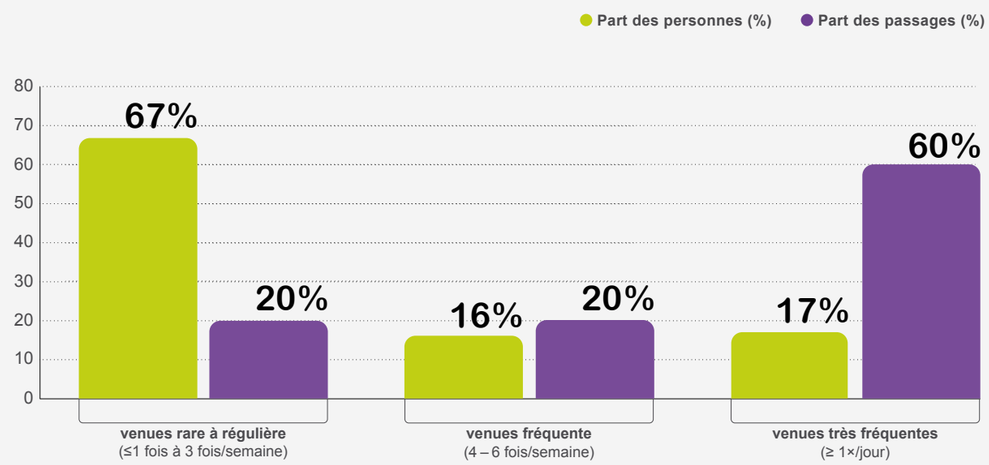
Personnes 518

Passages → 41017

8% des personnes les plus fréquentes

→ 50% des passages

Répartition de la consommation de crack au Quai 9 sur juin 2025



Personnes 221

Passages → 3403

17% des personnes les plus fréquentes

→ 60% des passages

Les résultats de l'étude PAPU (Pointage Annuel des Profils des Usagers et Usagères)

But et organisation de l'étude

Du 3 au 9 novembre 2025, nous avons mené la deuxième édition dans le Canton de Genève, de l'étude PAPU (Pointage Annuel des Profils des Usagers et Usagères), inspirée de l'expérience réalisée sur le Canton de Vaud depuis 2016.

Le but de l'étude, anonyme et confidentielle, est de "faire une photo" une fois par an, des profils des personnes venant consommer au Quai 9, pour mieux connaître notre population et pouvoir **adapter nos services en fonction de leurs besoins.** L'enquête récolte des données socio-démographiques sur les personnes usagères, sur leur santé, sur leur consommation de substances, et sur des éléments psychosociaux plus larges.

Une différence par rapport à l'année dernière est que cette année l'étude a été simultanément menée au Bateau, à Argos et au CAAP-Arve ; et que le questionnaire PAPU a fait partie du projet pilote "Focus-Publics" organisé par le CAPAS (Collectif d'associations pour l'action sociale) qui vise à récolter plus d'informations sur les publics fréquentant ses organisations membres. Cet effort de mutualisation constitue un des axes de travail visant une plus grande collaboration entre les différentes structures socio sanitaires genevoises.

Voici quelques chiffres clés tirés des deux éditions de PAPU (2024 et 2025) portant sur les caractéristiques sociodémographiques, la nationalité et le permis de séjour, la situation de logement, et la polyconsommation.

Caractéristiques sociodémographiques :

En 2024, 67 personnes ont répondu au questionnaire, dont 60 hommes (90 %), 5 femmes (7 %) (et 2 non-réponses). En 2025, au total, 125 personnes ont répondu au questionnaire, dont 99 hommes (80 %) et 22 femmes (18 %) (avec 2 personnes ayant répondu "autre" à la question de genre et deux réponses non-renseignées). On constate une augmentation de la participation des femmes en 2025. La moyenne d'âge des répondants pour les deux années et presque identique (46 ans en 2025 et 45 ans en 2024).

Nationalité de permis de séjour :

Les résultats de 2024 montrent que presque 50 % (46.3 %) des répondants (n=31) ont la nationalité suisse (dont 5 bi-nationaux). 36 personnes sont de nationalité étrangère, avec les nationalités les plus représentées étant la France (13 personnes), l'Espagne (6 personnes) et le Portugal (3 personnes).

En 2025, **la moitié des personnes incluses dans l'étude sont de nationalité suisse** (50,8 %, n = 62). Les personnes de **nationalité étrangère représentent près de la moitié de l'échantillon,** avec 33,6 % (n = 41) provenant de pays de l'Union européenne et 15,6 % (n = 19) de pays hors UE. La nationalité n'est pas renseignée pour 2,4 % des participants (n = 3). Ces résultats s'inscrivent dans une **forte continuité avec les données de 2024.** Sur les deux années, les résultats mettent en évidence une **structure stable de la population accompagnée,** caractérisée par une répartition relativement équilibrée entre personnes de nationalité suisse et étrangère, et par une **présence importante de ressortissants européens,** reflétant la diversité des parcours migratoires au sein de la population fréquentant le Quai 9.
En 2024, parmi les 35 personnes de nationalité étrangère, **un peu plus de la moitié (51 %) disposait d'un permis de séjour valable,** tandis que **13 personnes déclaraient ne pas avoir de permis de séjour en Suisse** et **4 personnes n'avaient pas renseigné leur situation administrative.** Rapporté à l'ensemble des répondants, **49 personnes sur 67 (73 %) étaient légalement sur le territoire suisse ou disposaient de droits en Suisse.**

En 2025, de manière comparable, **près de trois quarts des personnes pour lesquelles l'information est disponible (72,7 %) disposent d'un statut administratif leur conférant des droits en Suisse,** incluant les personnes de nationalité suisse et celles titulaires d'un permis de séjour valable. À l'inverse, **un peu plus d'un quart (27,3 %) se trouve en situation administrative précaire ou instable,** regroupant les personnes sans papiers, sans permis ou déboutées, tandis que **la situation administrative n'est pas renseignée pour une minorité de participants (3,2 %).** Ces résultats confirment la diversité des situations administratives ainsi que la présence d'un noyau significatif de personnes particulièrement vulnérables du point de vue des droits et de l'accès aux services.

Situation de logement

Concernant la situation de logement, les résultats de 2024 et 2025 montrent que **la situation de logement se révèle précaire pour une part importante de l'échantillon.** En 2024, si près de la moitié (48 %) dispose d'un domicile fixe privé, plus d'un tiers (36 %) a passé les 30 derniers jours à la rue ou en hébergement d'urgence (tels que le Sleep-in de Première ligne, Le Passage de l'Armée du Salut, etc). Les données de 2025 confirment ces tendances : 44 % des personnes ayant dormi dans un domicile fixé privé et 37 % des répondants ayant dormi la majorité des nuits du dernier mois dans un hébergement d'urgence ou à la rue. Les données de 2025 ne montrent pas d'amélioration notable par rapport à 2024, mais plutôt **une stabilité préoccupante de la précarité résidentielle.** Cette constance suggère que la précarité du logement constitue un élément structurel de la situation des personnes accompagnées à Première ligne.

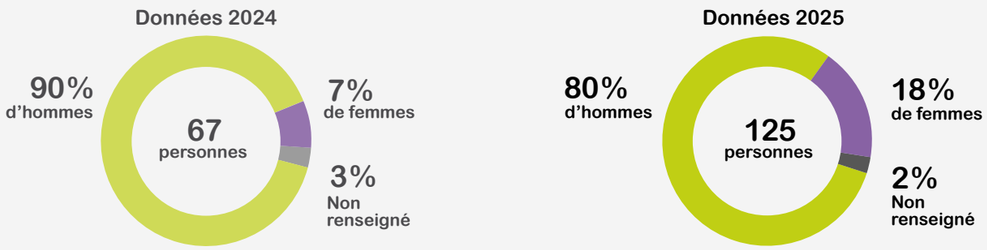
Polyconsommation

En se concentrant sur les substances psychoactives autres que le tabac, l'alcool et le cannabis, les résultats de PAPU 2024 montrent une tendance marquée à la polyconsommation. Les données de **2024 (n = 67) et 2025 (n = 125)** mettent en évidence une **polyconsommation marquée.** En 2025, la consommation de **cinq substances ou plus** constitue la modalité la plus fréquente (28,8 %), devant la consommation d'une seule substance (21,6 %). Les profils intermédiaires (2 à 4 substances) concernent chacun des groupes comparables, représentant entre 12 % et 15 % des répondants. Les résultats de 2024 présentent une distribution relativement similaire, avec une répartition plus homogène entre les niveaux de polyconsommation : les consommations de **1, 2, 3 et 5 substances ou plus** représentent chacune environ un cinquième de l'échantillon (entre 19 % et 22 %), tandis que la consommation de quatre substances est légèrement moins fréquente (11,9 %). Ainsi, la comparaison interannuelle suggère une **stabilité globale des profils de polyconsommation,** avec toutefois une **accentuation en 2025 des situations de polyconsommation élevée (5+ substances),** indiquant une intensification des usages multiples chez une part non négligeable des personnes accompagnées au Quai 9.

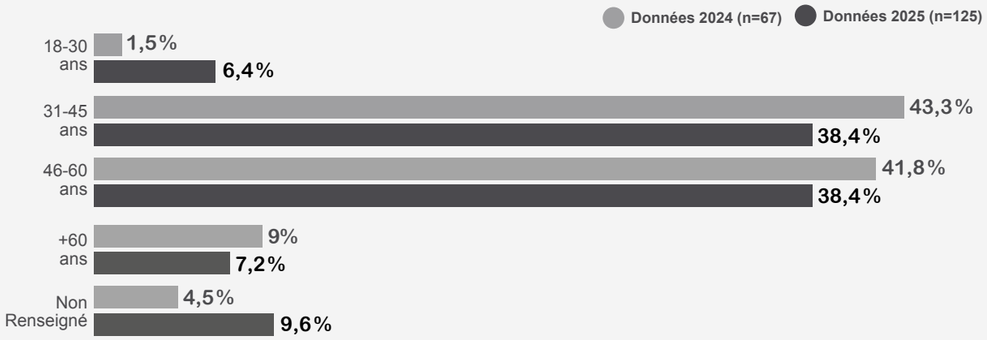
Ces résultats soulignent **l'importance d'offrir des services adaptés** à la diversité des profils de consommation, incluant des dispositifs renforcés pour les personnes à forte polyconsommation (4 et 5 substances et plus), qui peuvent souvent traduire une vulnérabilité accrue et des besoins plus intensifs en termes d'accompagnement.

Données sociodémographique, PAPU

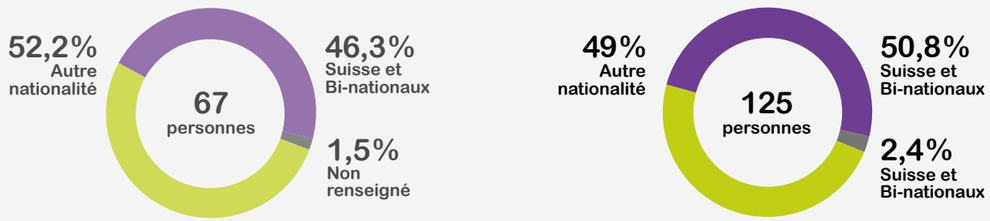
Répartition genrée



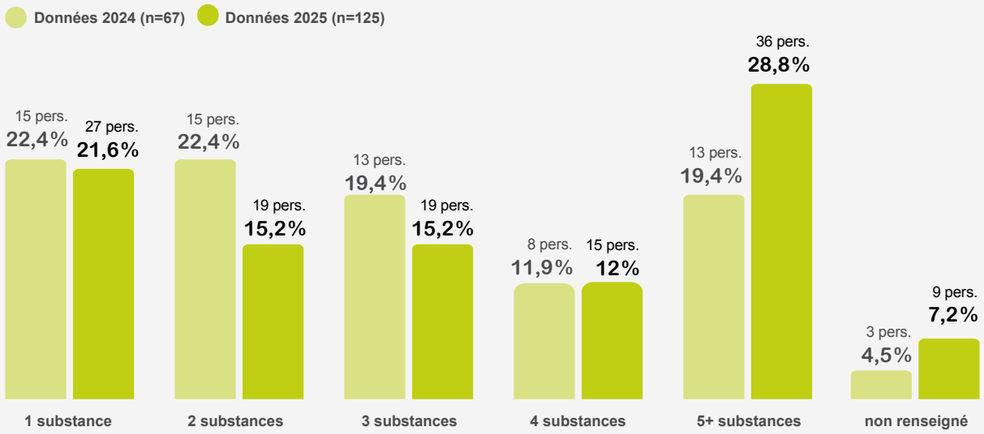
Répartition par tranche d'âge



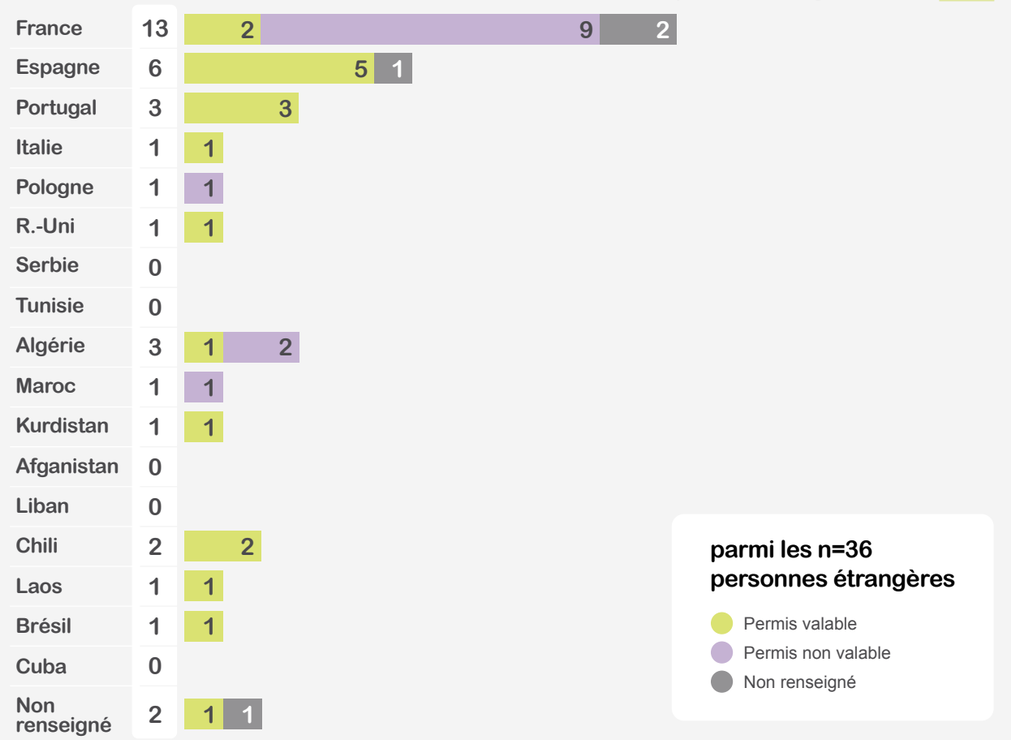
Répartition par nationalité



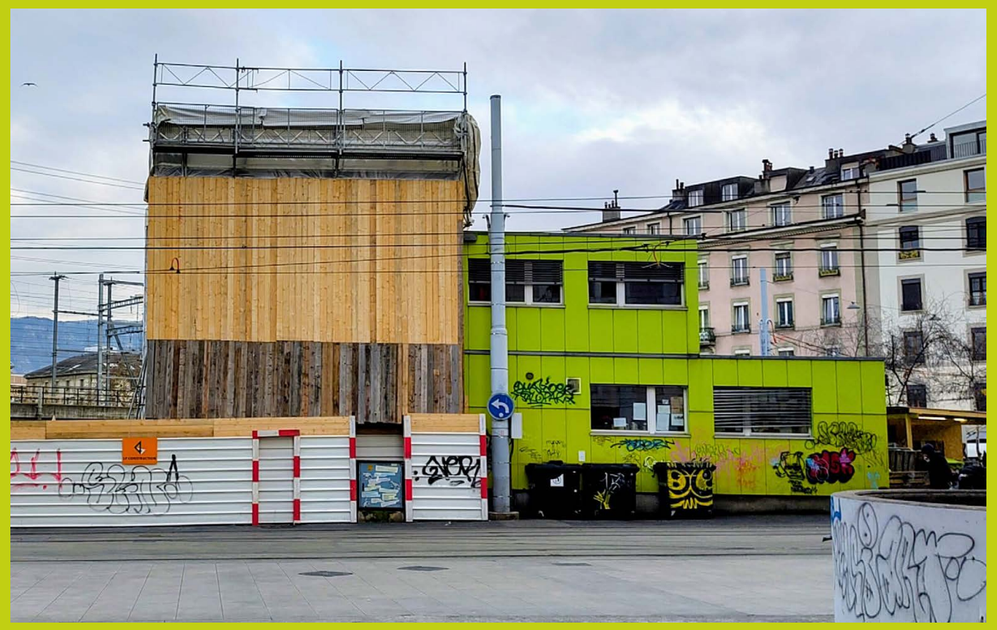
Polyconsommation, PAPU



Nationalité de permis de séjour, PAPU 2024



Nationalité de permis de séjour, PAPU 2025



Quai 9

Le Quai 9 est un espace d'accueil et de consommation à moindres risques, ouvert quotidiennement aux personnes majeures. Il offre un encadrement sécurisé, du matériel adapté, un suivi médical et infirmier, ainsi qu'un accompagnement social. Les usager·ère·s peuvent également accéder à des services de base (douche, lessive) et être orienté·e·s selon leurs besoins.

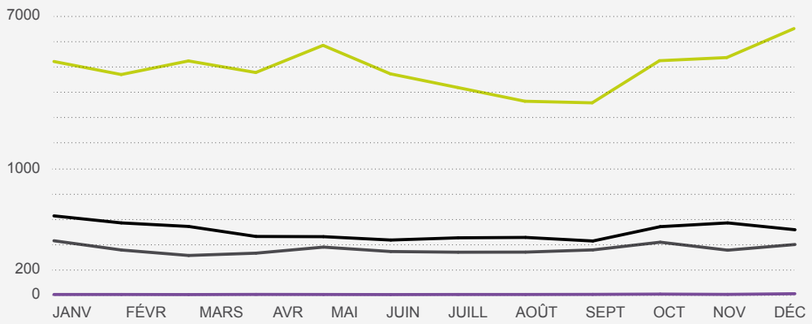
Données par mode de consommation

Inhalation
(5004/mois)
60650/an

Injection
(830/mois)
9962/an

Snif
(331/mois)
3976/an

Intramusculaire
(2/mois)
23/an



Passages hors "cuisine"
74011/an

Passages "cuisine"
4529/an

Données annuelles liés au crack

Passages

42017	4529
consommation	préparation

Nb de personnes

518	270
consommé	cuisiné

Données spécifique à la santé

Consultation santé
669
72 soins liés à l'injection
338 soins non liés à l'injection

Dépistages
65
20 Hépatite B
23 Hépatite C
22 HIV

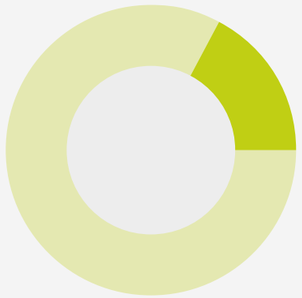
Overdoses
12 Nb d'overdoses (OD)

Matériel

58 680/an
Matériel injection échangé/consigné/ distributeur

20 555/an
Matériel crack échangé/consigné

Répartition genrée



17%
de femmes /mois

83%
d'hommes /mois

L'année 2025 a été, comme les précédentes, riche en évènements. La consolidation des équipes nous a à nouveau beaucoup occupés, de même que la gestion des travaux en lien avec l'agrandissement des locaux.

Cette dernière année nous a donc permis de renforcer notre mission d'accueil à bas seuil et de réduction des risques, **dans un contexte marqué par une précarisation accrue des publics.**

Les situations rencontrées se caractérisent par une complexité croissante, notamment en raison de la polyconsommation, de troubles de santé mentale associés et des problématiques sociales marquées.

La structure a maintenu un niveau d'activité soutenu, confirmant **son rôle indispensable dans le dispositif sociosanitaire genevois.** La fréquentation quotidienne est demeurée élevée, avec une utilisation constante des salles de consommations supervisées.
Les actions de prévention et d'information ont également été renforcées par la présence du NIRLAB durant certaines permanences (dispositif portable qui permet d'analyser en note renvoi NBtemps réel les substances).
La collaboration avec les partenaires institutionnels et associatifs du canton et plus généralement de la Suisse romande s'est maintenue, garantissant une approche coordonnée et complémentaire.
Pour ce faire nous continuons à participer aux formations des étudiants HETS et HEDS ainsi qu'avec celles concernant la police municipale ou encore les futurs concierges. Nous avons également eu l'occasion d'échanger sur nos pratiques avec une multitude d'autres acteurs du réseau sociosanitaire. Je pense notamment aux urgentistes en formation des HUG ou aux nombreuses visites de nos collègues pratiquant la réduction des risques dans les divers cantons romands.
Nous avons également repris **nos matinées « portes ouvertes »** dès le mois de novembre avec la volonté d'accueillir et d'échanger avec un public plus large et pas forcément au fait de nos pratiques. **L'idée de ces rencontres est de démystifier, de rompre avec des aprioris encore parfois très vivaces sur les personnes reçues dans nos différents dispositifs.**
Nous avons, comme mentionné plus haut, été très impacté·e·s par les travaux d'agrandissement qui se sont étalés tout au long de l'année écoulée. Nous pensions pouvoir accueillir les personnes consommatrices de Crack dans la nouvelle salle d'inhalation dédiée dès le mois de juin. L'idée était de réduire le plus rapidement possible l'impact négatif que peuvent avoir ces consommations lorsqu'elles se font dans les rues avoisinantes. Pour ce faire nous avons donc continué d'utiliser notre salle d'inhalation provisoire installée dans notre cour. L'accueil pour les consommateurs de Crack dans notre nouvelle salle dédiée n'a pu se faire que durant le courant du mois de septembre.

Il est à noter que l'ambiance à l'intérieur de nos locaux, malgré la forte hausse du nombre de passages, est restée en moyenne extrêmement paisible.

Le simple fait de **pouvoir accueillir les personnes dans un espace plus conséquent et mieux adapté** aux diverses consommations a suffi à recréer de la sérénité.
Pour ce qui concerne le pourtour immédiat de notre structure, il n'en va pas tout à fait de même. En effet, et malgré une collaboration étroite avec les diverses forces de l'ordre et les équipes de maraudes du Caap Arve et de Première ligne, il reste difficile de pacifier davantage cet espace urbain.

Les chiffres marquants pour 2025

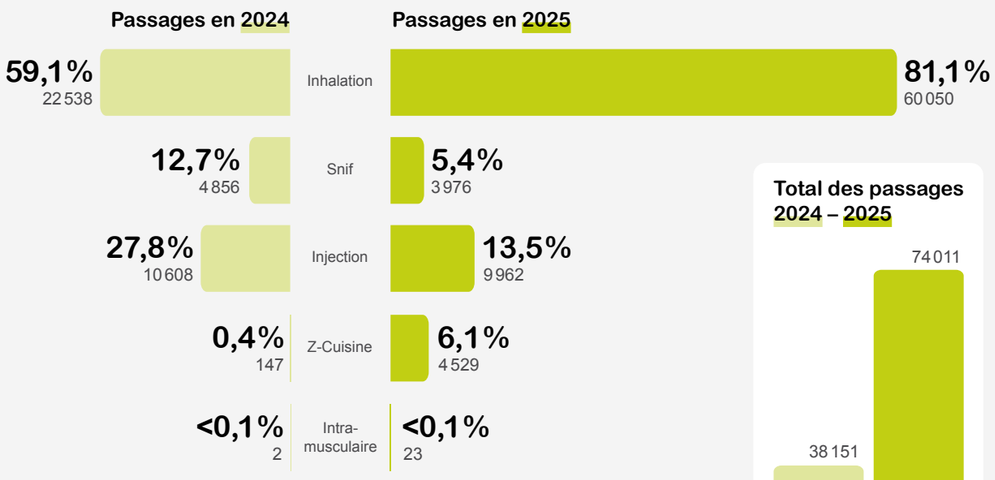
Le nombre de consommations a quasiment doublé en une année à l'intérieur de nos différentes salles. La hausse la plus marquée est sans surprise, celle liée à l'inhalation du crack. Cette augmentation massive était attendue, puisqu'elle est en lien avec le fait que les consommateurs de cocaïne inhalée n'avaient pas pu bénéficier d'une salle dédiée durant l'entièreté de l'année 2024.

L'inhalation représente désormais 80 % du totale des consommations. Le Crack représente à lui seul 70 % des inhalations en constante augmentation au fil des mois.
En effet, 80 % des personnes de la file active (personne inscrite ayant consommé au moins une fois durant l'année au Quai9) sont consommatrices de cocaïne basée.

Il est également à noter que le nombre de personnes qui base, **qui « cuisine » leur cocaïne** (action de transformer la poudre de cocaïne en cailloux) est également **en constante augmentation.** Elles représentent **40 % de notre file active.** Ce dernier chiffre montre, peut être mieux que d'autres, à quel point la cocaïne inhalée a pris une place massive voir prépondérante dans les « mœurs », dans les usages des personnes accueillies.

Enfin, pour conclure cette partie concernant les chiffres marquants de l'année écoulée, un mot sur la gestion de l'espace extérieure à notre structure. L'environnement immédiat, comme mentionné plus haut, n'est pour le moment et malgré nos efforts, pas suffisamment apaisé. **Il y a eu plus de 30 appels au 117 supplémentaires par rapport à l'année 2024.** Ne sont pas prises en compte toutes les actions de désescalades effectuées par les agents de médiation. Ces dernières sont pourtant fondamentales pour rendre l'atmosphère plus apaisée aux alentours immédiats et à l'intérieur de notre structure. Elles restent cependant et, pour le moment, de par leur nombre élevé, difficilement quantifiables.

Passages par mode de consommation en 2024 et 2025



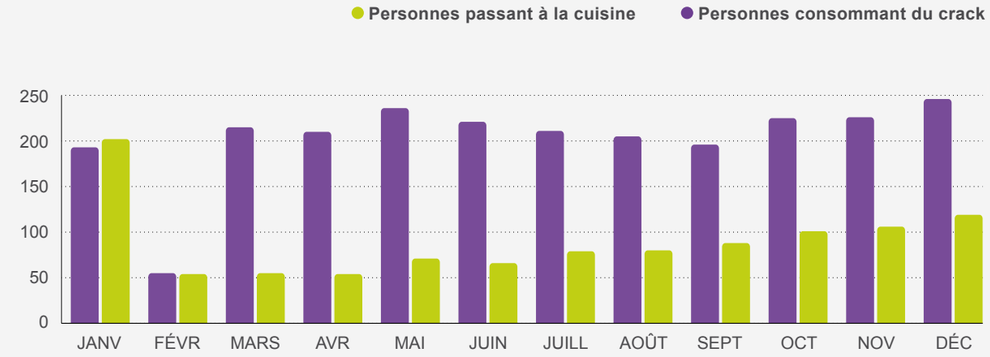
Total des passages 2024 – 2025

Passages pour la ''cuisine'' 2024 – 2025

147 → **4529**
à partir du 6 décembre 2024 soit sur 3 semaines
Inclusion de la "cuisine" pour les données de 2025

40%
de la file active en 2025

Consommation mensuelle : crack et "cuisine"



Perspectives pour l'année 2026 :

Il existe plusieurs sujets qui nous questionnent depuis plusieurs années et pour lesquels nous n'arrivons pas pour le moment à répondre de façon satisfaisante. **Il s'agit de la problématique liée à l'accueil des femmes consommatrices** et à celle relative à l'accueil des mineurs consommateurs.
En effet, nous constatons depuis déjà de nombreuses années que le pourcentage de femmes utilisant notre structure se situe aux alentours de 15 %. Nous n'avons pas d'explication toute faite nous permettant de comprendre cette situation. Nous avons bien quelques pistes d'explications sans être totalement convaincues par leurs pertinences.
En effet, nous pensons que le contexte d'agressivité qui perdure aux alentours immédiats de notre structure ne favorise pas leur venue. Nous imaginons donc que **ces dernières ont développé d'autres stratégies** pour se procurer du matériel, mais la question du lieu où elles consomment reste une source de questionnements et d'inquiétudes.
Nous avons par conséquent émis l'hypothèse qu'**un lieu qui leur serait entièrement dédié pourrait être un début de solution.** L'idée serait de pouvoir les accueillir de manière plus sécurisée et de répondre à leurs problématiques particulières.

Comme indiqué plus haut, le deuxième sujet d'inquiétude concerne **les mineurs consommateurs.**
En effet, nous constatons depuis plusieurs années que, lorsque nous effectuons le premier entretien d'accueil d'une personne, il n'est pas rare que cette dernière nous indique avoir consommé des produits stupéfiants fortement addictogènes dès l'adolescence. Pour notre part il ne nous semble pas particulièrement opportun de les accueillir dans une structure comme la nôtre, qui reste passablement utilisée par des personnes fortement chronicisées et qui, par conséquent, pourraient exercer une influence délétère sur ces jeunes consommateurs.
Nous imaginons, par conséquent, tout comme pour la population évoquée précédemment, qu'**un lieu spécifique devrait, dans l'idéal, leur être dédié.**
Il serait certainement mieux adapté à leur problématique particulière.

Un dernier point est celui relatif à **l'arrivée éventuelle sur le marché des opioïdes de synthèse** (type Fentanyl).
Une fois n'est pas coutume, nous sommes dans l'anticipation de cette crise potentielle.
En effet, une partie des collaborateurs sont déjà formés à l'utilisation de l'antidote (Naloxone, Nyxoid). Nous allons continuer de former l'ensemble du personnel durant l'année 2026. Dans l'idéal il faudrait également le faire avec les personnes consommatrices pour les **rendre plus autonomes** en les aidant à développer les réflexes adaptés à ces opioïdes synthétisés particulièrement puissant et addictogènes.

Pour conclure, on peut dire que l'année 2025 **confirme une fois de plus la pertinence et la nécessité d'un dispositif de réduction des risques intégré au réseau sociosanitaire.** Les enjeux pour les années à venir concerneront, à n'en pas douter, notre capacité d'adaptation continue aux évolutions du marché des drogues et la consolidation du travail en réseau afin de répondre aux besoins d'un public particulièrement vulnérable.

> **« Mais le Q9 est important aussi pour moi parce que je consomme encore et au moins j'ai un lieu où venir faire ça proprement sans déranger les gens ou faire ça n'importe où et n'importe comment. »**

Mais à Genève, j'ai découvert Q9 et j'ai découvert un réseau avec des super personnes qui m'ont donné plusieurs propositions d'aide. Et depuis là, finalement, j'ai trouvé une meilleure méthode. Ils m'ont donné une meilleure méthode pour avancer dans ma situation. Du coup, je me suis un peu accroché au Q9. Donc ça m'a beaucoup aidé parce que maintenant j'ai bien évolué et du coup si le Q9 disparaîtrait maintenant, finalement là j'ai toutes les armes pour continuer à vivre sur Genève, finalement vu que je me suis inscrit dans la commune, je me suis rétabli. Je me suis établi à Genève, du coup je ne suis plus SDF, j'ai un suivi de traitement à Genève.
Mais le Q9 est important aussi pour moi parce que je consomme encore et au moins j'ai un lieu où venir faire ça proprement sans déranger les gens ou faire ça n'importe où et n'importe comment.
Je me suis senti écouté et on m'a donné des outils pour avancer.

Témoignage récolté dans le cadre de la journée Support don't punish



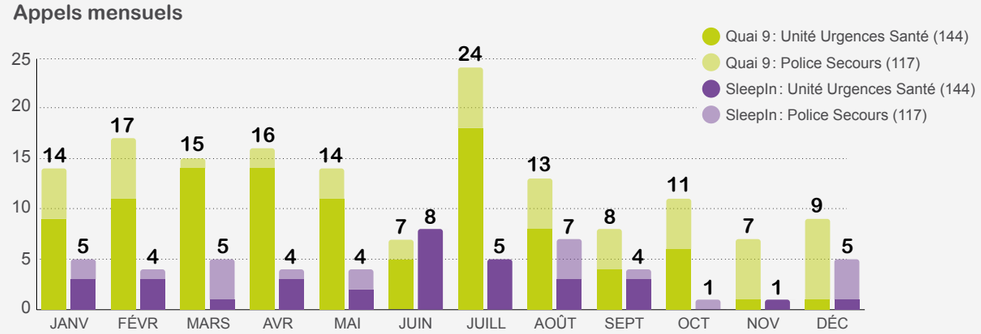
Focus sur : les agent·e·s de médiation

Le contexte d'intervention a récemment évolué, avec une augmentation des situations de tension et de violence, tant verbales que physiques, ainsi que des risques sanitaires accrus.

Dans ce cadre, **notre présence quotidienne sur le terrain joue un rôle déterminant** en matière de prévention et de régulation. Grâce à un travail constant de **médiation, de désamorçage et d'orientation,** nous contribuons à limiter de nombreuses altercations et à éviter l'escalade de conflits.
L'intervention en binôme en journée renforce notre capacité de réaction et améliore la gestion des situations sensibles. **Nos actions de réduction des risques, d'accueil encadré et d'orientation vers des structures partenaires** participent au maintien d'un climat aussi apaisé que possible, malgré un environnement parfois instable.

Certaines évolutions récentes du public et la reconfiguration de certains espaces ont entraîné un report de fréquentation sur la voie publique, générant des situations supplémentaires de vigilance.
Bien que l'ensemble des incidents ne puisse être évité, notre travail contribue significativement à la stabilisation des situations, dans un cadre professionnel exigeant et exposé, tant sur le plan physique que verbal et sanitaire.

Répartition des appels d'urgence et de police par dispositif









SleepIn

Le SleepIn est un dispositif d'hébergement de nuit, ouvert en 2023 au sein du Quai 9, destiné aux personnes consommatrices en situation de grande précarité. Il propose un accueil avec possibilité de consommation, permettant de se reposer, apaiser les tensions et amorcer une stabilisation. Ouvert 7j/7, il offre 12 places chaque nuit.

Fréquentation du SleepIn en 2025

74%
Taux d'occupation annuel

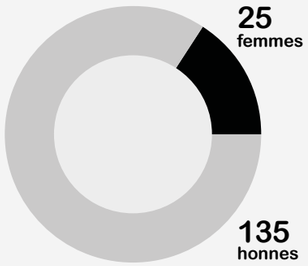
Nb de nuitées
(269/mois)
3223/an

Nb de refus faute de places suffisantes
180/an

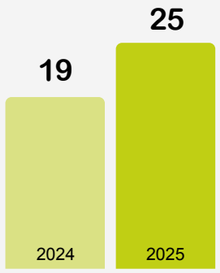
Caractéristiques du public

Nb de presonnes différentes
(36/mois)
160/an

Répartition genrée en 2025



Nb de femmes/an



Consommation

Nb de passages
Toutes les consommations (inhalation, snif et injection)
et incluant les épisodes de «baser»/cuisiner le crack en salle

4814/an
401/mois

Consommations de crack annuel

2417/an
201/mois

Nbr d'épisodes de «baser»/cuisiner le crack

225/an
19/mois

Services proposé par le SleepIn

Lits disponibles



Toilettes gratuites



Douches gratuites



Accès à la lessive



Les chiffres commentés :

Taux d'occupation : Le taux d'occupation pour l'année est à 74 %. Les taux d'occupation les plus élevés se concentrent sur les mois de janvier, novembre et décembre avec des taux avoisinants les 100 %, impliquant plusieurs refus, faute de places suffisantes.
Nombres de nuitées : Le nombre de nuitées reste sensiblement stable en 2025 avec 3223 nuitées pour 3194 l'année précédente. La moyenne mensuelle étant de 269 nuitées pour une moyenne de 36 personnes différentes.
Représentation homme – femme : Le public accueilli est principalement masculin. En 2025, le ratio est de 135 hommes accueillis pour 25 femmes. Le nombre de femmes a légèrement augmenté cette année (19 femmes en 2024). Nous constatons notamment une augmentation du nombre de femmes liée à l'extension de nos locaux qui nous permet d'avoir un espace dédié aux femmes.
Nombres de consommations : Nous avons un total de 4814 passages en salle de consommation en 2025, avec 2417 consommations de crack. Nous sommes donc sur un ratio de 50/50 entre les consommations de stimulants et de dépresseurs. Pour rappel, l'espace de consommation est accessible jusqu'à minuit pour les stimulants et jusqu'à 1h00 pour les dépresseurs. Les dépresseurs sont souvent consommés en fin de soirée, favorisant le repos et le sommeil.

Pour sa troisième année d'activité depuis son ouverture en 2023, **le SleepIn a accueilli, sur l'année 2025, 135 hommes et 25 femmes,** pour un total de 3223 nuitées. Ce dispositif d'hébergement et de répit, complète l'éventail des prestations de l'association et garantit un accès universel aux services proposés. Il s'inscrit pleinement dans la mission de réduction des risques et des méfaits, ainsi que dans celle visant à soutenir la survie des personnes les plus vulnérables.

Le SleepIn constitue aujourd'hui un outil unique et indispensable au sein de l'offre cantonale d'hébergement d'urgence.

Ouvert toute l'année, de 20h30 à 8h00, l'équipe du SleepIn composée de collaborateur·rice·s socio-sanitaires et d'agent·e·s de médiation, offre aux personnes consommatrices de substances psychotropes les plus vulnérables l'accès à une prestation fondamentale : la possibilité de passer une ou plusieurs nuits dans un lieu sécurisé et sécurisant, à l'abri du froid, de la violence et de l'instabilité de la rue.

Le SleepIn agit également comme un véritable outil de réduction des risques.

En protégeant les personnes des dangers liés à la rue, il leur permet de prendre temporairement de la **distance avec leur consommation,** favorisant ainsi une mise en réflexion sur leur situation personnelle. Le dispositif garantit **un accueil digne et respectueux,** reconnaissant chaque personne dans sa singularité et son humanité.
En complément de l'hébergement, le SleepIn met à disposition des prestations essentielles, rares et souvent difficiles d'accès à Genève : **l'accès gratuit à des toilettes, à une douche et à la possibilité de laver son linge.** Bien que considérés comme élémentaires, ces services jouent un rôle crucial dans le maintien de conditions de vie favorisant la dignité, l'hygiène et l'estime de soi.

L'équipe du SleepIn a fait preuve d'un engagement constant et d'une forte implication dans une dynamique de réflexion continue, visant à améliorer en permanence la qualité de l'accompagnement et la continuité des prestations. Cette démarche contribue à l'adaptation constante du dispositif aux besoins du public accueilli.
Les données montrent que la majorité des personnes hébergées sont des hommes. **L'accueil des femmes** représente ainsi **un enjeu important** pour l'équipe, qui poursuit sa réflexion sur les facteurs pouvant faciliter ou au contraire entraver leur accès au dispositif. L'extension de nos locaux nous a permis d'avoir un espace dédié à l'accueil des femmes (2 places minimum).
Nous exprimons enfin notre profonde gratitude à la boulangerie des Grottes et à la boulangerie Pougnier, qui offrent quotidiennement leurs invendus. Ces contributions précieuses sont redistribuées aux personnes accueillies et participent concrètement à l'amélioration de leur bien-être. Nous remercions également chaleureusement Émilienne et Alexandre qui nous permettent de mener notre action dans un environnement entretenu.

> **« Parce que, encore une fois, à cause de ce manque de logement qu'il y a à Genève, qui est très marquant, ça aide beaucoup de gens, énormément de gens même, je dirais. »**

Alors comment j'ai connu le SleepIn? Pour faire simple, j'ai connu le SleepIn par le bouche à oreille, tout simplement. Malheureusement, j'ai rencontré énormément de personnes qui avaient des problèmes de logement. J'étais très surpris que le nombre est important. Donc je trouve ça génial, même vraiment utile, qu'on ait créé cela. Ça aide beaucoup de gens. On connaît même des personnes qui bossent et qui malheureusement n'ont pas de logement. Il y a toujours ce problème-là à Genève.

Donc les SleepIn qu'on travaille et qu'on ne travaille pas, c'est très utile. Et croyez-moi que beaucoup de gens sont contents. Et donc voilà, c'est une nécessité absolue d'avoir créer ces lieux. Parce que, encore une fois, à cause de ce manque de logement qu'il y a à Genève, qui est très marquant, ça aide beaucoup de gens, énormément de gens même, je dirais. Voilà.

Témoignage audio récolté dans le cadre de la journée Support don't punish





Le Pôle de valorisation

Le Pôle propose un accompagnement social et des activités à seuils adaptés, visant la remobilisation et la réinsertion. Il soutient les usager·ère·s dans leurs démarches (logement, santé, administratif) et favorise la reprise de confiance. Ses actions incluent ateliers, travail de rue, maraudes, hébergement d'urgence, repas et accès à des activités culturelles.

Le pôle de valorisation sociale de Première ligne propose une prise en charge à bas seuil des usagers et usagères du Quai9 pour toute demande concernant la réduction des risques sociale.

Ses prestations sont multiples et ont pris une ampleur importante au cours des trois dernières années, notamment en lien avec la crise du crack.

Les personnes consommatrices de substances sont **exposées à des situations de plus en plus complexes,** telles que l'extrême précarisation, la situation catastrophique liée au manque de logement et d'hébergement, ainsi que des problèmes de santé liés à la consommation de crack, couplés à des effets de désaffiliation et de rupture avec les réseaux existants.
L'année 2025 a été synonyme de stabilisation et d'adaptation pour le pôle de valorisation des compétences sociales.
Le dispositif a poursuivi ses actions tout en s'adaptant aux changements et difficultés internes. (Travaux d'agrandissement, conditions d'hygiène)
Le renforcement de l'équipe par l'arrivée de trois professionnels a permis de consolider l'accompagnement proposé afin de répondre au plus près aux besoins des personnes consommatrices de drogues.
Le pôle s'inscrit dans une démarche centrée sur la dimension individuelle : **être présent, créer du lien, écouter et se positionner comme allié des personnes accompagnées.** Le Quai 9 demeure la porte d'entrée principale vers le dispositif, avec une organisation structurée en différents cercles.

Accompagnement social et Hébergement d'urgence

Mission et équipe :

La fusion du cercle hébergement d'urgence et du cercle accompagnement social a marqué cette année. Cette évolution vise à garantir une continuité de l'accompagnement lors du parcours des personnes au sein du Pôle, que ce soit en hébergement, lors d'ateliers, dans le cadre du travail de rue ou en lien avec le milieu carcéral. Elle permet également de maintenir une personne, voire un binôme, de référence tout au long du suivi, renforçant ainsi la relation de confiance et la qualité de l'accompagnement, tout en limitant les risques d'épuisement des équipes grâce à des relais internes.

L'équipe est composée de trois travailleur·euse·s sociaux·ales à 80 %, dont un collaborateur disposant de compétences juridiques engagé en mai 2025. Elle assure le suivi social des personnes hébergées sur les lits financés par Première ligne ainsi que des personnes inscrites au Quai 9 sollicitant un accompagnement dans leurs démarches administratives ou de l'aide dans leurs situations qui se précarisent de plus en plus. Le suivi santé des personnes hébergées sur les lits financés par PL est assuré par deux infirmières (20 % et 80 %) et un médecin du SMPR (HUG) à 10 %. Un collaborateur de Quai 9 à 20 % est chargé du maintien des liens avec les équipes du Passage et du CausE.

La fusion des deux cercles, associée à l'élargissement des compétences de l'équipe, a permis de **renforcer le filet de soutien autour des bénéficiaires tout au long de leur parcours à Première ligne.** Certaines situations complexes, décrites dans le rapport d'activité 2024 sous l'angle du travail social palliatif, ont connu des évolutions positives, confirmant l'importance d'une adaptation constante des pratiques aux besoins et aux réalités de la population accompagnée.

Les actions menées :

Travail de réseau et partenariats
Le travail de réseau constitue un levier central de l'accompagnement des personnes usagères de drogues. En 2025, le Pôle a consolidé ses collaborations existantes tout en cherchant de nouveaux partenariats.

Nos partenaires du réseau sont nombreux : les associations et institutions de l'aide d'urgence à Genève (comme le Bateau Genève, le Service social de la Ville de Genève, les différents services des HUG [Caap Arve, l'équipe Rue, le service d'addictologie, etc.,), l'OPAD, les CAS de l'HG, les partenaires du réseau français [l'Apreto, l'Escale], et d'autres qui ont été mobilisés dans diverses situations.

Les liens avec l'unité logement de l'Hospice général se sont notamment renforcés, permettant un contact direct pour plusieurs personnes. Le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant a également pris contact et une visite a été mise en place début 2026 afin d'explorer des modalités de collaboration plus étroites.

Par ailleurs, le Pôle a présenté son travail lors de journées de réflexion avec les équipes de l'AMIG, favorisant des échanges autour de l'accompagnement de personnes migrantes consommatrices de substances. Ces échanges confirment la reconnaissance progressive de Première ligne comme partenaire fiable par de grandes institutions, telles que l'Hospice général ou l'OPAD.

Accompagnement social
L'accompagnement social proposé par le Pôle s'adapte aux besoins des personnes accompagnées à chaque étape de leur parcours à Première ligne. Il est systématiquement proposé aux bénéficiaires accueilli·e·s dans les dispositifs d'hébergement d'urgence et peut aller d'une aide ponctuelle à un suivi social intensif impliquant des démarches et des rencontres hebdomadaires, voire plus fréquentes. La présence de l'équipe lors des temps d'accueil au Quai 9 rend cette prestation facilement accessible.

En ce qui concerne les accompagnements des personnes en dehors de nos places d'hébergement d'urgence, **103** personnes différentes ont été rencontrées par l'équipe du cercle accompagnement social. **80** prises de contact ont été comptées en 2025, **220** entretiens ont été effectués ainsi que **81** accompagnements dans le réseau.

La majorité des personnes ont sollicité l'équipe pour des démarches ponctuelles de **1 – 3 fois (75 personnes),** tandis qu'un nombre plus restreint a bénéficié d'un suivi régulier **(19 personnes sont venues 4 – 10 fois)** ou intensif **(5 personnes jusqu'à 20 démarches – et 4 personnes plus que 21 démarches).** Les chiffres observés sont inférieurs à ceux de l'année précédente, en raison d'un changement dans la méthode de récolte des données : depuis 2025, le travail de rue et l'accompagnement social sont comptabilisés séparément.

Les motifs de demande sont restés globalement similaires aux années précédentes et concernent principalement les difficultés de logement, les problématiques de santé psychique et physique, les situations judiciaires, les relations avec les institutions sociales et administratives, l'ouverture de droits sociaux, la réinsertion sociale et professionnelle ainsi que la solitude et le besoin d'écoute. **Première ligne continue à jouer un rôle de relais, de facilitateur** en soutenant les droits fondamentaux des usager·ère·s de drogues et leur reconnaissance comme citoyen·ne·s à part entière.

Hébergement d'urgence
Le dispositif d'hébergement d'urgence propose des solutions à bas seuil destinées aux personnes en situation de grande précarité, en particulier aux consommateur·rice·s de substances psychoactives. Il s'inscrit dans une logique de réduction des risques et s'accompagne d'un suivi social et sanitaire adapté. L'accueil s'effectue au sein de deux structures partenaires : le Passage, géré par l'Armée du Salut, et le CausE.

En 2025, les douze places d'hébergement dédiées à Première ligne sont restées inchangées, avec neuf lits au Passage et trois lits mixtes au CausE, attribués en priorité aux femmes. **Le taux d'occupation est resté élevé tout au long de l'année dans les deux structures.** Une permanence hebdomadaire a été mise en place au CausE afin de renforcer la collaboration avec les équipes sur place et de répondre plus efficacement aux situations rencontrées.

La collaboration avec les équipes du Passage et du CausE s'est renforcée à travers la participation ponctuelle aux colloques, de nombreux échanges téléphoniques et par courriel, des visites régulières sur les lieux, y compris lors de situations problématiques, ainsi que le maintien de rencontres en tripartite. Les liens avec le cercle prison se sont également

intensifiés, permettant d'anticiper les sorties de détention et, lorsque les places le permettaient, d'assurer une mise à l'abri dès la sortie.

Concernant le volet santé, des visites médicales hebdomadaires ont été organisées en alternance entre le Passage et le CausE, en présence de l'infirmier·ère, afin de faciliter le lien avec les personnes hébergées. **67 consultations médicales ont été réalisées,** complétées par de nombreuses consultations infirmières et sociales, dont une partie importante se déroule sous forme d'échanges informels et d'accompagnements sur le terrain.

Les Défis :

Plusieurs défis ont été identifiés au cours de l'année, notamment l**e partage des chambres et les rotations fréquentes,** la recherche d'un équilibre entre l'adaptation des règles aux besoins des personnes consommatrices et le maintien du cadre institutionnel, ainsi que **le nombre limité de places disponibles pour les femmes.** Par ailleurs, l'obligation de transmission des nouvelles admissions à la police constitue un frein important à l'accès à l'hébergement pour certaines personnes. Une nouvelle convention élaborée en 2025 permet toutefois de mieux encadrer et légitimer les modalités d'accueil spécifiques de cette population.

Perspectives :

Pour 2026, le cercle hébergement d'urgence / accompagnement social souhaite poursuivre la consolidation de ses partenariats, en développer de nouveaux et **renforcer l'offre d'hébergement bas seuil,** en particulier pour les femmes. Une attention particulière sera également portée sur la qualité de l'accueil, la continuité du suivi et le plaidoyer en faveur d'un dispositif d'hébergement mieux adapté aux besoins des personnes accompagnées.

« Je trouve que le Quai 9 c'est une structure, pas seulement pour tout ce qui est drogue, mais elle offre de l'aide aussi aux gens. Ça, il faut pas l'oublier. »

Oui, ça m'a beaucoup aidé. Surtout avec les rendez-vous, Linda m'a beaucoup aidé. Comme ma mémoire flanche beaucoup. Alors Linda m'aide dans ce sens.
- Pour tout ce qui est rendez-vous médicaux, par exemple?
- Oui, parler avec les gens, pour leur expliquer tout. Je trouve que le Quai 9 c'est une structure, pas seulement pour tout ce qui est drogue, mais elle offre de l'aide aussi aux gens. Ça, il faut pas l'oublier.

J'ai fui. J'ai fui la guerre à un moment donné, quand j'ai vu que c'était une connerie, que ça donnait rien, je me suis fait capturer. Et j'ai été torturé. J'ai encore des traces sur mon corps. Il y avait un monsieur avec moi qui était en capture aussi. Il m'a dit, il vaut mieux y aller en Suisse. J'ai pris ça pour un argent comptant et je me suis trouvé ici.

*Témoignage récolté dans le cadre de la journée Sup*port don't punish

« Le soutien du pôle m'a aidé à m'organiser, car j'avais besoin de l'accompagnement de professionnels. Tout seul, je n'aurais pas pu m'en sortir. J'étais submergé par la quantité de démarches. »

À l'été 2025, j'ai dormi au SleepIn car j'ai perdu ma chambre d'hôtel à cause d'un long séjour à l'hôpital. Après mon hospitalisation, je me suis retrouvé à la rue. J'ai ensuite trouvé une chambre d'hôtel, mais elle était loin (à Bellevue). À cause de mes problèmes de santé (je devais aller chercher mon traitement deux fois par jour au CAAP Arve) et du fait que j'avais peu d'entourages, je n'arrivais pas à investir cette chambre. Du coup, le contrat avec l'hôtel s'est arrêté. C'est comme ça que je me suis retrouvé au SleepIn de Première ligne.
J'étais en très mauvais état, avec une santé fragilisée, des douleurs importantes. J'étais triste, à bout, et je ne voyais pas vers qui me tourner. C'était une période très dure. C'est à ce moment-là que j'ai sollicité l'aide du pôle social. J'ai d'abord demandé des petits jobs pour entrer en lien avec l'équipe du Pôle, afin de me sentir moins seul et de trouver du soutien. Une fois en contact avec le Pôle, j'ai sollicité l'équipe pour une place d'hébergement d'urgence. Ils m'ont rapidement trouvé une place au Passage (Armée du Salut), où je suis entré début juin.
À ma demande, ma référente du Pôle a également rencontré ma mère à cette période-là, et cela l'a beaucoup rassurée. Après cette rencontre, ma mère a pu se mettre en retrait et lâcher prise concernant ma situation.

J'ai intégré le Passage début juin. Dès le début de mon séjour, nous avons fixé des objectifs avec l'infirmière du Pôle et le CAAP Arve. Je suis en train de les réaliser, un après l'autre : inscription à la PAP, inscription au PEPS pour pouvoir diminuer ma consommation d'alcool afin d'intégrer la PAP, recherche d'un médecin en vue de la période après la thérapie, suivi à Argos pour intégrer un résidentiel, renforcement des liens avec la curatrice.

J'ai déjà intégré le PEPS et commencé mon suivi chez le Dr Apetrei ; j'ai rencontré ma curatrice avec ma référente du pôle. Pour les autres projets, il y a cependant beaucoup d'attente. Entre-temps, une demande AI a été déposée avec l'aide du CAAP Arve.
Le soutien du pôle m'a aidé à m'organiser, car j'avais besoin de l'accompagnement de professionnels. Tout seul, je n'aurais pas pu m'en sortir. J'étais submergé par la quantité de démarches.
L'équipe du pôle m'a accompagné dans mes démarches, ce qui m'a aidé à structurer mes rendez-vous, sans oublier ma place en hébergement. Cette place m'a permis de me reposer et de continuer mes démarches. Cela m'apporte une certaine stabilité, même si c'est difficile, car je partage une minuscule chambre avec une autre personne.

« C'est le respect dû à toute personne, le fait d'accueillir l'autre dans toute sa vulnérabilité, sans préjugé ni impatience.

Cela ne signifie pas tout approuver, mais reconnaitre la valeur intrinsèque d'une personne, indépendamment de ses actes ou de ses échecs, favorisant ainsi un climat de sécurité psychologique. »

Psychologue américain, C.R. Rogers

Travail de rue

Missions

Les missions du travail social de rue reposent avant tout sur une démarche "d'aller vers" inconditionnelle, visant à rencontrer les personnes en consommation active, sans jugement ni condition préalable, aux abords du Quai9, dans le quartier des grottes et de manière plus étendue dans la cité.
Cette présence régulière sur le territoire permet d'assurer une veille sociale attentive, d'identifier les situations de vulnérabilité et d'anticiper les besoins émergents.
Le travail de rue s'inscrit dans la logique de réduction des risques, en informant, orientant, distribuant du matériel stérile et accompagnant les personnes afin de limiter les impacts des situations à risque sur leur santé et leur parcours de vie.
Une attention particulière est portée à la création et au maintien de liens avec l'ensemble des personnes situées à proximité du Quai9, qu'il s'agisse des personnes consommatrices, des riverains, des commerçants ou des partenaires institutionnels, afin de faciliter la communication et permettre l'apaisement des relations, la compréhension mutuelle et une meilleure cohabitation sur le territoire.
Ces missions s'appuient sur un travail étroit en partenariat et réseau avec les acteurs locaux.

Public cible

Le public cible du travail de rue concerne l'ensemble des personnes consommatrices de substances psychoactives, sans distinction de statut, d'origine ou de situation administrative.

Équipe

Depuis le mois d'aout 2025, l'équipe de travail de rue **fonctionne en binôme.** Cette configuration a permis de renforcer la complémentarité des compétences et d'améliorer la qualité des interventions sur le terrain.

Les actions menées

La notion d'inscrits et non-inscrits
L'accès à la salle de consommation du Quai 9 demeure conditionné à une inscription préalable. Toutefois, les abords du Quai 9 constituent un espace de vie et de passage fréquenté par de nombreuses personnes consommatrices non inscrites au dispositif.
Les raisons de cette non-inscription sont diverses : absence de désir d'intégrer le dispositif, autre mode et produit de consommation utilisé (benzodiazépine), recherche d'autres prestations (alimentaire, hébergement et mise à l'abri).
Enfin se pose la question des enjeux autour de l'inscription : un risque élevé de succomber à de nouvelles consommations ou d'augmenter celles-ci a pu être observé chez certains consommateurs, ainsi qu'un risque d'ancrage ou de stagnation dans ce contexte.
La présence du crack aux alentours de la structure depuis quelques années a mis en évidence l'hétérogénéité du public rencontré. Nous observons l'arrivée quotidienne de nouvelles personnes sans statut légal en Suisse. Cette population est majoritairement issue d'Afrique du Nord, ce qui nécessite une adaptation des pratiques professionnelles afin de tenir compte des réalités culturelles, sociales et linguistiques.

Les personnes rencontrées présentent des problématiques de consommation associées à des situations de grande précarité, souvent aggravées par des comorbidités psychiatriques. Ces facteurs **complexifient les parcours d'accompagnement** et renforcent la nécessité d'un travail de rue basé sur la création d'un lien, la régularité, la confiance et la coordination avec les partenaires du réseau médico-social.
En 2025, **160 personnes** rencontrées en rue **étaient inscrites au Q9,** tandis que **240 personnes** rencontrées **n'étaient pas inscrites,** représentant ainsi une file active totale de 400 personnes rencontrées dans l'espace public.
Ce travail de proximité favorise l'émergence de demande et constitue souvent un premier pas d'une orientation vers les lieux adéquats.

Accompagnement

Lors de notre travail de rue quotidien, de nombreuses demandes nous parviennent en termes de santé, hébergement, travail et, parfois, projet de retour en famille après plusieurs années d'absence.
Nous recevons plusieurs sollicitations de personnes sans statut légal, en grande souffrance psychique demandant, **voire hurlant, des appels à l'aide pour être hospitalisées.**
Ces personnes, sans réelles attaches, accumulant des antécédents traumatiques, un voyage migratoire de plusieurs années, se retrouvent dans cette scène ouverte avec tous ses enjeux de pouvoir.
Grâce à notre présence quotidienne en rue et au lien de confiance établi, nous avons pu effectuer **45 accompagnements** physiques vers le réseau sociosanitaire suisse et français. (CAAP ARVE, Hôpital Universitaire de Genève, urgence psychiatrique, Belle-Idée, APRETO, Hôpital de Saint-Julien-en-Genevois, centre LAVI, cabinet d'avocats, permanence précarité au Bateau Genève, (…).
Nous avons également rencontré plusieurs présumés mineurs aux alentours du Quai 9, que nous avons pu accompagner au SPMI ou au Passage.
Nous souhaitons remercier les différents partenaires pour leur grande compréhension et disponibilité malgré les nombreux rendez-vous non-honorés parfois dus à une temporalité différente.

Orientation réseau et collaboration

L'orientation vers le réseau partenarial constitue un axe essentiel de l'accompagnement mené en 2025.
Le travail en réseau s'est avéré indispensable pour répondre à la complexité des situations rencontrées, notamment celles des personnes étrangères en situation administrative précaire et présentant parfois des problématiques de santé mentale.
Une nette augmentation des orientations a été observée entre les mois de janvier et décembre 2025, témoignant à la fois d'**un lien privilégié libérateur de parole et d'un repérage accru des besoins.**

Au total**, 303 orientations** ont été réalisées sur l'année. Nous faisons beaucoup de relais en lien avec la santé :

- Addictologie : CAAP Arve, Apreto, UDMPR,
- Santé mentale : HUG, GSG
- Urgences (somatiques) : HUG
- Auprès des structures dites « bas seuil » et d'accueil d'urgence : Le Caré, Point d'eau, Hotline, Ville de Genève service des admissions, UMSCOM, Bateau Genève
- Etablissements d'ordre juridique : Avocat, Permanence précarité.

Des liens précieux ont pu se construire avec plusieurs avocats impliqués et engagés, notamment sur les questions de droits aux étrangers. Ces derniers sont restés présents auprès de ces personnes que beaucoup ignorent. C'est en effet le public cible de peu de structure, peu de moyens sont mis en œuvre et ils se retrouvent en proie à de nombreuses stigmatisations. Plusieurs situations nous ont amenés à **collaborer avec des spécialistes du droit.** Ils ont partagé avec nous leur expertise et nous ont prodigué de précieux conseils. Leur disponibilité a permis de créer un lien de confiance et de permettre une écoute pour ces personnes en grande vulnérabilité. Le respect des avocats commis d'office qui ont pu les défendre (et même au-delà leur permettre d'exister) a donné à notre public une lueur d'espoir.
L'année 2025 met également en lumière, les précieuses collaborations à l'interne avec les différents collègues de l'association.
Au niveau des collaborations externes à Première ligne, nous continuons notre travail avec les différentes équipes de rue exerçant dans la cité, tel qu'avec, Maraude Genève, la Ville de Genève et le CAAP Arve. Nous avons d'ailleurs augmenté notre temps de travail de rue partagé avec ces derniers, passant de **2h de tournée hebdomadaire à 4h** depuis le mois de novembre. De même, à la suite d'une longue réflexion qui nous animait depuis le début de l'année 2025, et face à de multiples rencontres de personnes frontalières en rue, nous avons enfin concrétisé depuis le mois de juillet un trinôme tous les quinze jours en travail de rue partagé : Caap Arve, Apreto et Première ligne.

Vie de quartier

L'agrandissement de la salle de consommation, les aménagements et «déménagements» extérieurs, et les différents chantiers des travaux ont suscité plusieurs déplacements des personnes présentes à l'extérieur, autour du Quai 9 (derrière, puis dans le triangle, bord du tram, de nouveau derrière, et dans le quartier avoisinant).
Présentes aux réunions et coordinations de quartier, nous avons aussi été à la rencontre des commerçants pour **découvrir leurs réalités,** leurs constats et leur regard sur la situation. Nous avons également été contactées par des habitants, des régies, des concierges, parfois dépassés par certains évènements en termes tout particulièrement d'insalubrité.
Il est important pour nous d'avoir une oreille attentive et bienveillante auprès des personnes qui en font la demande. C'est pourquoi nous nous sommes toujours rendues sur les lieux pour rencontrer les personnes, parfois pour nettoyer ou encore faire de la médiation, les rassurer, les sensibiliser ou leur proposer des formations.
Nous sommes bien souvent dans l'impuissance face à certains comportements, en termes de mission et de moyens, mais il nous apparaît indispensable d'assurer une présence et une écoute auprès des personnes impactées.

Participation aux évènements de quartier

Dans la volonté de favoriser le vivre-ensemble, et de permettre aux personnes en proie aux addictions d'être reconnues en tant qu'artistes à part entière, et non toujours associées à la consommation et/ou à la mendicité, nous avons eu le grand plaisir de pouvoir **participer à des évènements** qui ont eu lieu au sein du quartier des Grottes. Pour ces occasions, nous avons tenu un atelier de confection de badges, et mis en valeur les compétences de chacun : jonglerie, musique, dessin. Ces moments ont favorisé et permis de **belles rencontres intergénérationnelles.**
Nous avons aussi pu observer les personnes fréquentant le Quai 9 participer aux activités proposées par d'autres acteurs, lors de « La Place des Grottes est à vous », par exemple. Nous avons aussi participé à la fabrication de fleurs en papier pour décorer la place pour la fête des fanfares.
Nous avons également été présents pour la Fête des morts, la Journée mondiale du refus de la misère et à l'occasion de « La Ville est à Vous ».
Nous remercions les habitants et les différents acteurs du quartier de faire appel à nous, et de nous faire confiance pour ces projets qui ont lieu tout au long de l'année. Notre entité faisant partie du quartier, il est important de pouvoir être présent lors de ces manifestations. Pour les personnes fréquentant notre association, ce gage de confiance est valorisant aussi bien pour eux que pour le regard extérieur.

Les Défis

En tant qu'observatoire privilégié de l'espace public, le dispositif permet **d'identifier et de faire remonter les failles,** incohérences et limites du système existant.
Cette position met toutefois en lumière un sentiment d'impuissance face à des personnes en situation d'extrême vulnérabilité, souvent invisibilisées et pour lesquelles peu d'acteurs acceptent ou parviennent à proposer un accompagnement adapté.
Enfin les exigences élevées des institutions apparaissent **fréquemment inadaptées aux réalités vécues** par ces publics, renforçant les ruptures de parcours et les situations de non-recours.

Perspectives

Une **nouvelle organisation à l'interne, plus transversale**, a également été mise en place fin 2025, avec la participation hebdomadaire en travail de rue d'un·e professionnel·le du cercle hébergement et suivi social avec des compétences juridiques et également la présence hebdomadaire d'un collègue arabophone facilitant les échanges linguistiques et la compréhension mutuelle avec une partie du public rencontré. Cette dynamique favorise une meilleure articulation entre l'intervention de rue et les dispositifs d'accompagnements à l'interne de la structure.
Notre souhait est de continuer à développer nos collaborations avec les partenaires, afin d'agrandir notre réseau en fonction des rencontres et des observations de terrain.
Concernant nos collaborations à l'externe, une équipe de rue pluridisciplinaire est en cours de construction pour l'année 2026 afin de répondre, entre autres, au besoin d'accompagnement en santé mentale.

Les Chiffres clés

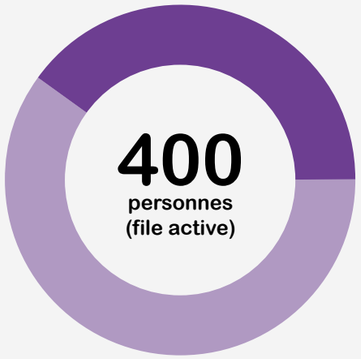
Actions du Pôle

Travail de rue
1320h

Prise de contact
1491

Entretien individualisé
875

Public accompagné



160
inscrites au Quai 9

240
non inscrites au Quai 9

24
Présumé Mineurs rencontrés

Accompagnement & actions

Accompagnements
vers le réseau sociosanitaire
45

Orientations réseaux
303

Utilisation bagagerie
31

Sessions travail de rue partagé
31

Ancrage terrain & réseau

31
Rencontres réseaux

23
Rencontres quartiers

8
Participation événements de quartier

Les ateliers

Les ateliers du pôle social de Première ligne ont toujours comme but de **mobiliser des personnes consommatrices de drogues.**

Ils permettent de se décentrer de sa consommation, de s'occuper, de travailler en contrepartie d'un défraiement pécuniaire. Les personnes investies dans ces activités retrouvent petit à petit un rythme, de l'estime de soi, et parfois une meilleure gestion de leur consommation de drogues.

Il nous semble toujours aussi important d'avoir ces ateliers adossés à la salle de consommation de Quai 9, pour continuer à s'adresser au public côtoyant notre association, pour lequel les relais sont peu existants.

Les ateliers sont pour l'essentiel :

- **Le ramassage de seringues.** Une activité historique mise en place dès le début de l'association, dans un esprit de bienveillance envers les alentours de Quai 9.
- **Le conditionnement de boites Flash** (Steribox). Nous remercions le partenariat avec les HUG où les services demandeurs de ces boites se multiplient (service des urgences, Caap Arve, Belle idée, service médical de Champs Dollon)
- Nous avons aussi développé **un atelier cuisine,** dans sa confection et la distribution de repas pour les personnes usagères de drogues inscrites à Première ligne.
- La mobilisation de ces personnes se fait aussi dans **l'entretien des locaux** et la participation aux évènements de l'association.
- **Un partenariat avec l'association Bateau Genève,** permet pour certains de se mobiliser hors de nos murs. Ces ateliers n'enlèvent pas l'exigence du travail accompli, tout en gardant une accessibilité de notre public.

En effet la consommation active, et sa grande précarité amène à des retards, des absences, des effets de manque, de surdosage. « Un juste milieu à trouver ».

Cette année 2025 a trouvé une stabilité avec une équipe Atelier au complet (2 postes à 75 % et 1 poste à 50 %).

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 PROJET PRISON

Projet Prison

Le Projet Prison accompagne les personnes fréquentant le Quai 9 lors de leur incarcération. Il s'appuie sur le lien établi pour favoriser la reconnexion au réseau social et professionnel. Cette période permet de prendre du recul sur la consommation, soutenir une réflexion sur l'addiction et encourager l'engagement dans un parcours de rétablissement et d'insertion.

En 2025, le projet a continué de prendre de l'ampleur avec en premier lieu l'augmentation des effectifs passant d'un 0.5 ETP à 1 ETP distribué en 3 postes. Ensuite, le début des consultations conjointes avec le Service de Médecine Pénitentiaire dès le mois de mars.

Bilan en mots

Bien qu'il y ait des substances psychoactives légales et illégales en prison, la plupart des personnes accompagnées utilisent cette période d'incarcération pour **s'éloigner de la consommation :** sevrage de cocaïne, mise en place de TAO (Traitement par Agonistes Opioïdes) et diminution du dosage, sevrage total ou envie de sevrage pour les plus longues peines.
Très peu de personnes ont conscience de la fonction de leur consommation et la plupart n'ont jamais eu accès à un suivi thérapeutique psychologique pour leur problématique d'addiction.
Le fait d'arriver à se défaire de la consommation en prison participe aussi à leur difficulté à prévenir la rechute. Pour certains, cette expérience alimente leur sentiment de toute-puissance et le déni de leur addiction.
Bien que nous utilisions notre connaissance de la personne, de ses consommations et nos observations des dernières sorties de prison pour ouvrir le dialogue sur la fonction de leur consommation et la prévention de rechute, **notre rôle reste crucial à la sortie.**

Sur 22 personnes accompagnées dans leur parcours d'insertion, 19 étaient sans domicile. Malgré leur grande volonté et implication dans leur projet d'insertion, **la sortie reste un obstacle majeur.** Entre les sorties impromptues (différente de la date prévue), les hébergements d'urgence saturés et les personnes en interdiction de territoire (français·e·s et hors EU), seuls 5 élus sur 13 ont pu bénéficier d'un lit à leur sortie.

En France, le réseau d'hébergements d'urgence affiche 4 mois d'attente et 4 à 6 ans pour un logement social dans la région. Nous avons dû trouver des solutions alternatives pour une personne et l'avons logée dans un premier temps dans un camping puis dans un gîte via le réseau de Woofing où elle était nourrie, logée contre travail bénévole à la ferme.

Pour toutes ces personnes désaffiliées, nous jouons le rôle clé entre sortie et première marche d'insertion. Ces accompagnements lorsqu'ils sont possibles demandent un soutien important des équipes : entretiens de soutien, analyse avec les personnes de leur reprise de consommation, mise en conscience des besoins traités, mise en lien avec les structures d'aides sociales et de soins, accompagnement physique aux démarches, défraiement de travail bénévole en attendant l'ouverture de leurs droits à l'aide sociale, prise en charge des frais administratifs,…

Les défis à relever restent nombreux en 2026, mais nous avançons en nous réjouissant de collaborations s'étoffant d'année en année et nous permettant de travailler conjointement en **mettant au centre la voix des personnes que nous accompagnons chaque jour.**

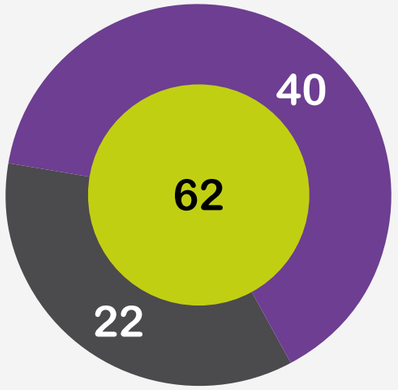
Personnes accompagnées

22 personnes

dont **19** sans domicile

5/13 personnes ont bénéficié d'un lit à leur sortie

Chiffres



- Interventions globales
- Interventions ponctuelles
- Accompagnement du parcours d'insertion

Échanges avec le réseau
339

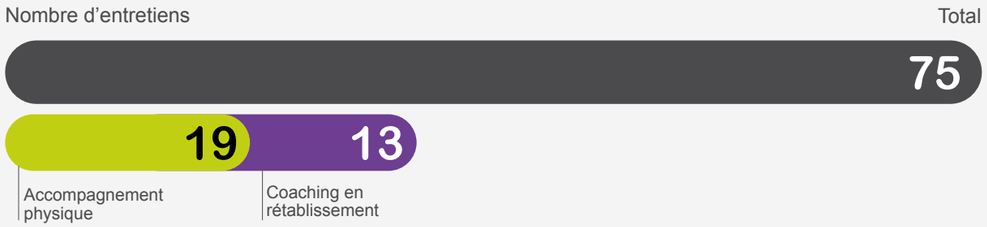
Intramuros – interventions en milieu carcéral

Personnes incarcérées
54 personnes
dont **46** à Champ-Dollon

Courriers échangés
165



Extramuros – interventions en post ou pré carcéral



Formations et sensibilisation

Cette année, nous avons dispensé des formations aux acteurs suivants :

- Agents de détention en formation, DIN
- Étudiant·e·s de la Law Clinic, Faculté de Droit, UNIGE
- Intervenants Socio-Judiciaires à la Brenaz, SRSP, DIN

Présentation du projet et des enjeux rencontrés :

- Commission des Visiteurs Officiels du Grand Conseil
- Service médical de Champ-Dollon, SMP, HUG
- Plateforme prison du GREA



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 NUIT BLANCHE

Nuit blanche – fêter autrement

Nuit Blanche est un dispositif de réduction des risques en milieu festif, actif à Genève depuis 2005. Il informe, conseille et accompagne les personnes consommatrices. Présent sur le terrain, en ligne et via le drug checking, il favorise l'accès à une information fiable et oriente vers des structures de soutien si nécessaire.

Le dispositif Nuit blanche (NB) de l'association Première ligne s'inscrit depuis 20 ans comme un acteur central de la réduction des risques (RDR) en milieu festif à Genève.

Conçu pour aller à la rencontre des publics là où ils se trouvent, le dispositif repose sur une approche proactive, bienveillante et adaptée aux réalités du terrain nocturne et festif. En 2025, année marquant **les 20 ans de Nuit blanche,** les activités ont été particulièrement intenses et ont confirmé la pertinence et la nécessité du dispositif face à une demande toujours croissante.

Les actions de Nuit blanche s'articulent autour de quatre dispositifs complémentaires : **le Nightlife, le Drug checking, le Conseil online et les Formations.** Ensemble, ils permettent une prise en charge globale, cohérente et évolutive des enjeux liés à la consommation de substances psychoactives.

Nightlife

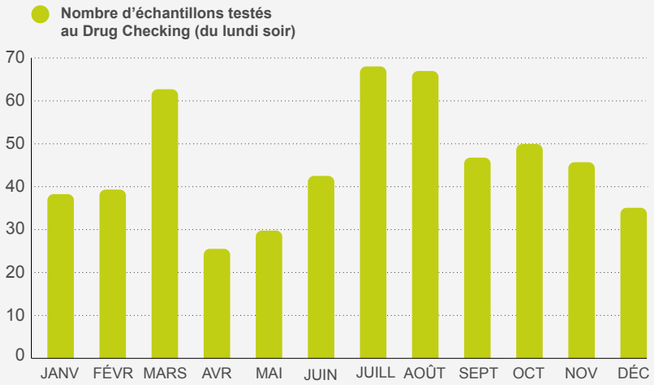
En 2025, le dispositif Nightlife a été marqué par un nombre conséquent d'actions, **87 interventions réalisées au cours de l'année,** un record absolu. Ce qui représente presque **2000h d'intervention** sur le terrain. Ces actions témoignent d'une présence soutenue sur le terrain et d'un engagement fort de l'équipe auprès des publics festifs. Avec une présence accrue dans le monde alternatif, dans les festivals, clubs et aussi dans l'espace public.
Les collaborations avec des événements d'envergure ont constitué un axe majeur du dispositif. La participation à la Geneva Pride et à la Lake Parade a permis de renforcer la visibilité de Nuit blanche, tout en consolidant des partenariats essentiels avec les organisateur·rice·s et les acteur·rice·s du milieu festif.

20 ans cela se fête !

Pour marquer l'année 2025, Nuit blanche a accueilli pour la première fois la journée des pair·e·s du Nighitlife. Au sein des locaux de l'HETS

L'année 2025 a également été marquée par une première expérience d'utilisation de l'outil NIRLab en contexte festif. Cette expérimentation a eu lieu lors de la soirée des 20 ans de Nuit blanche, **le 27 septembre.** Cette date symbolique a permis d'associer un moment fort de l'histoire du dispositif à une innovation majeure dans les pratiques de réduction des risques.

Dispositif Nightlife



Interventions réalisées

(~2000h)
87/an

FOCUS – Le NIRLab : un outil innovant au service de la RDR

En 2025, Nuit blanche a intégré le NIRLab comme outil complémentaire au sein de ses dispositifs. Le NIRLab repose sur une technologie de spectrométrie proche infrarouge (NIR) permettant **d'analyser des échantillons solides sans les détruire,** en comparant leur signature spectrale à une base de données de substances connues.

Concrètement, l'analyse est réalisée sur place à partir **d'un échantillon d'environ 50 mg** (0,05 g) et fournit un résultat immédiat.

Ce résultat constitue le point de départ d'un échange individualisé avec un·e intervenant·e, permettant d'aborder la composition du produit, les effets possibles, les usages et les stratégies de réduction des risques adaptées.

L'utilisation du NIRLab s'inscrit dans une approche prudente et complémentaire. Les limites techniques de l'appareil sont pleinement prises en compte dans les pratiques professionnelles. Lorsque l'indice de confiance du résultat est inférieur à 80 %, ou lorsque la situation le nécessite, une analyse en laboratoire est systématiquement proposée. Celle-ci permet d'obtenir des résultats qualitatifs et quantitatifs plus précis, disponibles la semaine suivante.

Par ailleurs, en salle de consommation, l'analyse par NIRLab d'héroïne est systématiquement complétée par des tests à bandelettes pour la détection du fentanyl, de la xylazine et des nitazènes. Cette combinaison d'outils renforce la capacité de détection des opioïdes de synthèse et contribue à une meilleure prévention des risques d'overdose.

L'ensemble des collaborateur·rice·s de Première ligne a été formé à la prise d'échantillons en cas de suspicion d'opioïdes de synthèse. De plus, ce protocole a été renforcé par notre collaboration avec le laboratoire CURML (HUG) permettre l'analyse de résidus de consommation (par exemple : coupelles, pistons ou filtres). **Cette avancée constitue un atout majeur** pour les situations où aucun échantillon de substance n'est disponible, tout en apportant des informations essentielles à l'évaluation des risques.

Avantages

- Résultat immédiat
- Analyse sur place
- Échantillon non détruit
- Échange direct et personnalisé autour des résultats

Limites

- Non adapté aux liquides ou solutions
- Non pertinent pour les substances très faiblement dosées (ex. LSD)
- Difficulté d'identification de certains mélanges complexes ou produits de coupe
- Substances très récentes ou inconnues pouvant ne pas être reconnues

Le dispositif Drug checking

Le dispositif de Drug checking (DC) poursuit en 2025 une dynamique de forte sollicitation observée depuis plusieurs années. Pour la troisième année consécutive, le nombre d'échantillons analysés s'est approché de la limite annuelle fixée à 500.

L'année 2025 marque un nouveau record avec 516 échantillons testés, illustrant de manière claire l'augmentation constante de la demande et la confiance accordée au dispositif par les personnes consommatrices.

Face à cette pression croissante, l'équipe a dû s'adapter afin de maintenir la qualité des prestations et de répondre au mieux aux besoins du public. C'est dans ce contexte qu'a été introduit l'outil NIRlab au sein du dispositif Drug checking. Cet outil permet de soutenir et d'optimiser les capacités d'analyse, tout en répondant aux enjeux liés à l'augmentation du volume d'échantillons.

Par ailleurs, l'année 2025 a été marquée par le déploiement d'une permanence NIRLab au sein même de la salle de consommation Quai 9. Cette implantation représente une avancée majeure en matière d'accessibilité au Drug checking, en intégrant l'outil directement en salle de consommmation. Elle renforce la continuité entre analyse des substances, conseil individualisé et accompagnement en réduction des risques.

Le dispositif Conseil online

Le dispositif de Conseil online a connu en 2025 **un renforcement significatif** de ses ressources humaines afin de répondre à l'augmentation des sollicitations. Deux modérateur·rice·s supplémentaires ont été recruté·e·s et formé·e·s pour assurer les réponses aux questions sur la plateforme Safezone. Cette plateforme, coordonnée par Infodrog, constitue **un espace central d'information, de conseil et de soutien** pour les personnes consommatrices mais aussi pour les proches.
En 2025, l'activité sur le serveur Discord de Nuit Blanche est restée particulièrement soutenue, confirmant son importance comme **espace d'échanges, de soutien** et de réduction des risques pour la communauté.
Sur l'ensemble de l'année, 422 557 messages y ont été publiés, illustrant un haut niveau d'engagement des usager·ère·s. L'équipe a également été mobilisée sur des situations plus sensibles, avec 1 urgence en vocal et 33 urgences écrites, nécessitant une attention rapide et un accompagnement personnalisé. Par ailleurs, la plateforme a permis de planifier 26 rendez-vous drug-checking, démontrant **son rôle clé** dans l'orientation vers les services de Nuit Blanche et dans le lien avec des interventions concrètes.

Conseil online 2025

2 Modérateur·rice·s recruté·e·s et formé·e·s

422 557 messages publiés

1 Urgence vocal

33 Urgences écrites

26 Rdv drug-checking

Le dispositif Formations

Le dispositif Formations a également connu une évolution notable en 2025, en réponse à une demande grandissante de la part des partenaires et des professionnel·le·s. Afin de répondre à cette augmentation des sollicitations, un engagement à hauteur de 15 % a été créé spécifiquement pour le secteur des formations.
Les formations proposées portent principalement sur **la réduction des risques** liés à la consommation de substances psychoactives et sur la prise en charge en milieu festif. Elles s'adressent à des publics variés, incluant des professionnel·le·s du réseau socio-sanitaire, des acteur·rice·s de la nuit, des jeunes et des équipes de terrain.

En 2025, Nuit Blanche a ainsi délivré 14 sessions de formation, touchant près de 200 participant·e·s au total, tant à Genève qu'au sein du réseau romand.

Ces interventions, en présentiel ou en ligne, **témoignent d'un intérêt croissant pour les compétences en réduction des risques** et consolidèrent le rôle de l'équipe comme ressource incontournable pour l'accompagnement et la montée en compétences des partenaires.

L'Adresse – Housing First Genève

L'Adresse est un dispositif d'accompagnement et de logement basé sur le modèle Housing First, destiné aux personnes en situation d'addiction à Genève. Il propose un accès direct à un logement stable, sans condition d'abstinence, ainsi qu'un accompagnement santé-social intensif et durable, adapté aux besoins, afin de favoriser l'amélioration de la qualité de vie et l'insertion.

En octobre 2023, le Conseil d'État adopte un plan stratégique crack, dans lequel il prévoit la mise en œuvre d'un dispositif Housing First sur le canton de Genève.

Dans ce contexte, deux responsables de projet, engagées en août 2024, ont élaboré un concept spécifiquement adapté au territoire genevois, en étroite collaboration avec les partenaires institutionnels et associatifs, notamment l'OAIS, les HUG, l'Hospice général, l'Office de protection de l'adulte et l'association ARGOS.

Ce travail se concrétise par la création de **l'Adresse – Housing First Genève,** cinquième dispositif de l'association Première ligne.

Approche et objectifs de l'Adresse

Le dispositif repose sur un principe fondamental : **De la rue au logement.** Il vise à permettre l'accès direct et durable à un logement stable pour des personnes :

- en situation d'addiction,
- vivant à la rue,

Cet accès au logement est associé à un **accompagnement sociosanitaire de proximité,** individualisé et adapté aux besoins, au rythme et aux choix de chaque personne accompagnée.

Construction de l'identité du dispositif

L'année 2025 a été marquée par un important **travail de structuration et de visibilité du projet,** notamment à travers :

- de multiples présentations au réseau,
- la création du nom du dispositif,
- la conception d'un logo et de sa charte visuelle,
- l'élaboration de brochures et supports de présentation destinés aux partenaires et au réseau.
- Ce travail a permis de poser les bases d'une identité claire et visible de l'Adresse – Housing First Genève.

Accueil du premier locataire

Un moment clé de l'année a été l'accueil du premier locataire du dispositif :

- accompagnement sociosanitaire débuté en mai 2025,
- entrée effective en logement en juillet 2025.

Cette première expérience constitue **une étape fondatrice pour le projet** et permet de tester concrètement le modèle Housing First dans le contexte genevois. Cela marque aussi le début d'une collaboration avec l'Hospice général et son service d'accompagnement logement.

Difficultés et enjeux rencontrés

L'année 2025 a également mis en lumière un défi majeur, anticipé dès la phase de conception du projet : **l'accès au logement.**
Bien que de nombreuses rencontres et démarches aient été menées, les partenaires du secteur immobilier et du réseau restent à ce stade réticents à mettre des logements à disposition au public concerné par le dispositif. Or, le logement constitue le point de départ central de l'approche Housing First, conditionnant directement le développement du dispositif.

Perspectives pour l'année 2026

- accompagner de nouvelles personnes,
- trouver des logements et développer les collaborations avec les acteurs clés de l'immobilier,
- consolider l'équipe d'accompagnement,
- développer le modèle d'accompagnement orienté rétablissement.

Dates clés de l'Adresse

4 OCT. 2023
Plan stratégique crack adopté par le Conseil d'État

15 AOÛT. 2024
Recrutement de 2 chargées de mission par Première ligne pour développer le modèle Housing First sur le Canton de Genève

9 OCT. 2024
Premier Comité de Pilotage (COPIL)

29 JANV. 2025
Deuxième COPIL : présentation et validation de la stratégie du projet pilote

MARS 2025
Validation du concept Housing First

MAI 2025
Accompagnement du premier locataire

JUIN 2025
Validation du nom : l'Adresse

JUIL. 2025
Entrée en logement du premier locataire



SEPT. – DEC. 2025
Développement du cadre méthodologique de l'évaluation du projet pilote

Visites, rencontres et formations

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 VISITES, RENCONTRES ET FORMATIONS

Actions réalisées
52

Volume d'activité
~100h

Personnes rencontrées et/ou formées
520

25
Visites distinctes

10
Rencontres

~15
Formations

Publics concernés

- Professionnel·le·s sociosanitaires et réduction des risques
- Forces de l'ordre et autorités
- Professionnel·le·s de santé
- ONG nationales et internationales
- Étudiant·e·s et enseignant·e·s

En plus des sessions "portes ouvertes" (le premier jeudi du mois) qui ont repris en novembre 2025 après les travaux et aménagements du nouvel espace dédié à la consommation de crack, au cours de l'année 2025, **50 actions ont été réalisées,** comprenant **25 visites distinctes, 10 rencontres et une quinzaine de formations,** pour un volume global estimé à environ **110 heures d'activité** et plus de **470 personnes rencontrées et/ou formées.** Les publics accueillis ou formés sont très diversifiés : il s'agit à la fois d'équipes professionnelles du champ sociosanitaire et de la réduction des risques (la Fondation Phénix, La Main Tendue, Le Tremplin, Entrée de Secours, le Centre-Espoir de l'Armée du Salut, Argos, Carrefour-Rue, Bel Espérance, etc), de forces de l'ordre et autorités publiques (police municipale, agents de détention, service médical de Champ-Dollon, membres de gouvernements étrangers, le Département d'Instruction Publique, membres du gouvernement cantonal genevois), ainsi que de professionnel·le·s de santé spécialisés suisses et internationaux, des ONG nationales et internationales, ainsi que des étudiant·e·s et enseignant·e·s issus de formations secondaires, universitaires et post-grades en Suisse et à l'international. L'ensemble de ces activités illustre le rôle central et transversal des dispositifs de Première ligne comme espaces ressources, à la fois pour la transmission des savoirs, la formation continue, la coordination interinstitutionnelle, la recherche, et le dialogue avec les politiques publiques, contribuant ainsi à la diffusion et à la reconnaissance des pratiques de réduction des risques aux niveaux local, national et international.

Conclusion et perspectives 2026

Il n'y aura décidément jamais de période calme dans la vie d'une association telle que la nôtre. Alors que nous entamons la 25e année d'existence du Quai 9 il est néanmoins important de prendre un peu de recul, le temps d'une respiration, pour évaluer le chemin parcouru.

Parti d'un projet pilote, dont l'existence était fortement remise en question, nous sommes devenus une association reconnue, aux actions multiples, **véritable pilier de la réduction des risques sur le territoire genevois.**
L'accélération de ces quatre dernières années est néanmoins particulièrement impressionnante. La **création de plusieurs dispositifs** que sont le SleepIn, le projet hébergement, le Projet prison ou encore l'Adresse ne doivent pas éclipser le fait que les dispositifs existants ont également beaucoup grandis. **L'extension du Quai 9** en est un exemple frappant, tout comme **l'arrivée du Nirlab** au sein de Nuit Blanche, qui révolutionne notre approche du Drug Checking. De tout cela se dégage, comme vous avez pu le lire, un faisceau d'actions cohérentes dans leur défense de la dignité des personnes accueillies.

Alors que **notre association a presque triplé,** en taille, en nombre de collègues ou en budget, se pose la question légitime de la suite du chemin. La première étape consiste à **solidifier ce que nous avons mis en place.** Une telle croissance n'est pas anodine et il est important de prendre le temps **d'adapter nos fonctionnements** à cette nouvelle organisation. Tout le défi consiste à garder notre souplesse et notre agilité dans un contexte de plus en plus exigeant. Il faut ensuite continuer à **nous questionner sur les personnes qui passent encore entre les mailles du filet** et devraient bénéficier d'un soutient en réduction des risques. Les femmes, les mineurs, les personnes migrantes sans statuts, sont, entre autres, encore trop souvent écarté·e·s de nos dispositifs pour des raisons qu'il va nous falloir comprendre et combattre.

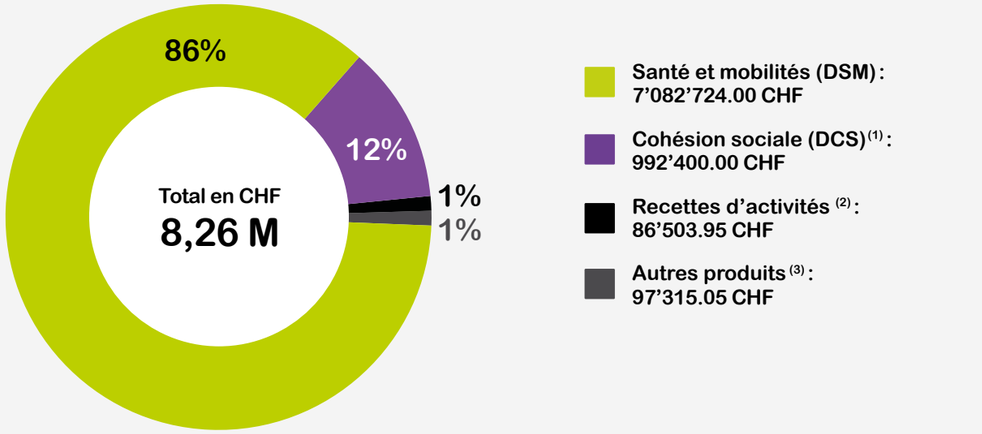
Et enfin, **le prochain grand défi est bien sûr celui de notre déménagement.** Le futur lieu étant enfin connu, le travail concret va pouvoir commencer, à l'interne, avec nos partenaires et avec le quartier pour construire un lieu à la hauteur des défis qui nous attendent.

Gageons que notre association saura arpenter ce chemin avec le sérieux et le grain de folie qui sont devenus, en 25 ans, notre signature.

Comptes 2025

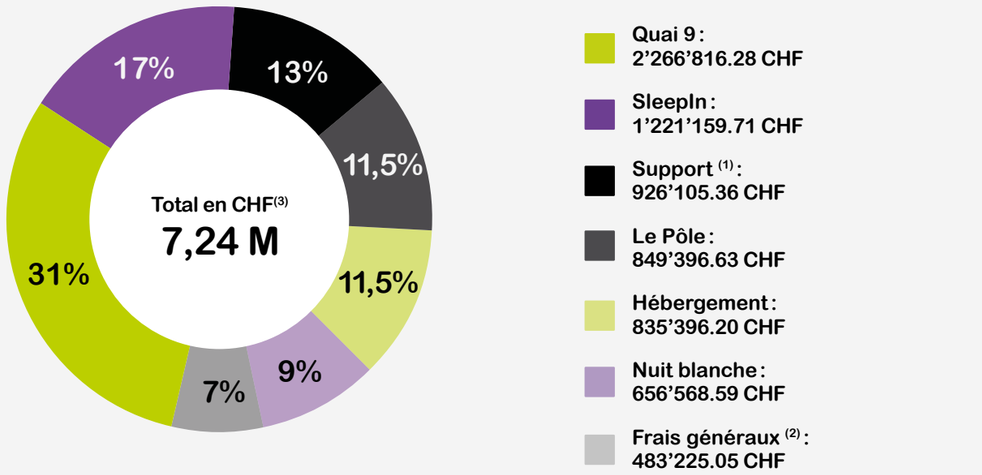
Les ressources de Première ligne permettent d'assurer une présence quotidienne auprès des publics, de faire fonctionner ses différents dispositifs de réduction des risques, et de développer de nouvelles réponses aux besoins observés sur le terrain.

D'où viennent nos ressources ?



1- Inclut une subvention de 60'000 CHF destinée au dispositif L'Adresse – Housing First.
2- Recettes d'activités : revenus générés directement par les activités de l'association.
3- Autres produits : autres ressources hors principales subventions et recettes d'activités.

Répartition des charges



1 - Support : salaires, matériel, frais de fonctionnement et accompagnement des équipes.
2 - Frais généraux : fonctionnement général, bureautique, communication, assurances et frais bancaires.
3 - L'écart entre ressources et charges s'explique notamment par le versement tardif d'une subvention d'environ 1 million CHF, qui n'a pas pu être engagée en 2025. Les ressources non utilisées restent soumises aux règles d'affectation et de répartition prévues avec l'État.

Les montants sont arrondis pour faciliter la lecture.
Les comptes annuels détaillés sont disponibles sur demande auprès de l'association.

Ressources	Budget 2025 en CHF	Réalisé 2025 en CHF	Ecart 2025 en CHF
Subvention DSM	**7'082'724.00**	**7'082'724.00**	
Subvention annuelle DSM	6'082'116.00	6'082'116.00	
Montant supplémentaire CP 25-28 DSM	1'000'608.00	1'000'608.00	
Subvention DCS	**932'400.00**	**932'400.00**	
Subvention annuelle DCS	932'400.00	932'400.00	
Montant supplémentaire CP 25-28 DSM	-	-	
Subvention complémentaire DCS Housing First (l'Adresse)	**-**	**60'000.00**	**60'000.00**
Subvention DCS	-	60'000.00	60'000.00
Recette d'activités	**65'000.00**	**86'503.95**	**21'503.95**
Autres produits	**63'000.00**	**97'315.05**	**34'315.05**
Total ressources	**8'143'124.00**	**8'258'943.00**	**115'819.00**
Utilisation des fonds affectés	-	287'518.45	-
Attributions aux fonds affectés	-	-95'112.50	-
Résultat de l'exercice avant répartition	**-**	**1'212'681.13**	**1'212'681.13**

Charges	Budget 2025 en CHF	Réalisé 2025 en CHF	Ecart 2025 en CHF
Quai 9	**3'195'500.00**	**2'266'816.28**	**-928'683.72**
Salaires	2'863'500.00	1'949'954.00	-913'546.00
Matériel / frais de fonctionnement	300'000.00	265'521.08	-34'478.92
Vacations médicales	32'000.00	51'341.20	19'341.20
SleepIn	**984'408.00**	**1'221'159.71**	**236'751.71**
Salaires	960'608.00	1'196'547.30	235'939.30
Matériel / frais de fonctionnement	23'800.00	24'612.41	812.41
Pôle	**770'183.00**	**849'396.63**	**79'213.63**
Salaires	651'083.00	808'630.45	157'547.45
Matériel / frais de fonctionnement	69'100.00	13'188.59	-55'911.41
Défraiement usagers	50'000.00	27'577.59	-22'422.41
Nuit blanche	**930'583.00**	**656'568.59**	**-274'014.41**
Salaires	603'716.00	517'434.20	-86'281.80
Matériel / frais de fonctionnement	326'867.00	139'134.39	-187'732.61
Hébergement	**837'086.00**	**835'396.20**	**-1'689.80**
Salaires	364'086.00	394'564.40	30'478.40
Matériel / frais de fonctionnement	440'000.00	440'831.80	831.80
Vacations médicales	33'000.00	-	-33'000.00
Charges de projets	**6'717'760.00**	**5'829'337.41**	**-888'422.59**
Support	**1'126'170.00**	**926'105.36**	**-200'064.64**
Salaires	890'670.00	820'516.44	-70'153.56
Matériel / frais de fonctionnement	117'500.00	32'136.88	-85'363.12
Accompagnement équipes	118'000.00	73'452.04	-44'547.96
Frais généraux	**299'194.00**	**483'225.05**	**184'031.05**
Fonctionnement général	206'294.00	384'787.94	178'493.94
Bureautique et communication	83'400.00	84'804.67	1'404.67
Assurances et banque	9'500.00	13'632.44	4'132.44
Autres charges d'exploitation et résutat financier	**1'425'364.00**	**1'409'330.41**	**-16'033.59**
Total charges	**8'143'124.00**	**7'238'667.82**	**-904'456.18**

Contact

Première ligne & Quai 9

Rue de la Pépinière 6
1201 Genève – Suisse

+41 22 748 28 78
info@premiereligne.ch

www.premiereligne.ch

Nuit blanche

Rue Jean-Jacques de Sellon 6
1201 Genève – Suisse

+41 22 733 70 50
contact@nuit-blanche.ch

www.nuit-blanche.ch

Drug checking

Service d'analyse de substances psychoactives, **anonyme et gratuit,** sans rendez-vous au local de Nuit blanche

+41 22 733 70 50
drugchecking@nuit-blanche.ch

Les lundis de 17h00 à 20h00 :
Dépôt des échantillons et entretien personnalisé, avec ou sans rendez-vous.

Les lundis de 13h00 à 17h00 :
Prise de rendez-vous par mail en tous temps ou par téléphone.

Les jeudis de 17h00 à 20h00 :
Restitution des résultats.

Rédaction : Toutes les équipes de Première ligne
Édition / Correction: Thomas Herquel et Jennifer Hasselgard-Rowe

Graphisme : Claire Bonnet
Crédits photographiques : Toutes les photos de ce rapport ont été capturées par des collaborateur·rice·s.

première ligne

Association genevoise de réduction des risques liés aux drogues

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

VILLE DE GENÈVE